



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# ELABORATION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

## COMMUNE DE HEILIGENBERG

### PORTER A CONNAISSANCE



## Historique des versions du document

Indice	Date	Rédaction	Vérification	Commentaires
1	15/07/24	J.BOUCTOT		
2	26/11/24		P. FEHRNBACH	Ajout des cartes Reprise de la mise en forme

## **PREFACE**

Le porter à connaissance est un document qui répertorie les enjeux et contraintes d'un territoire donné. Les informations qu'il contient ont été élaborées à partir de la réglementation, des documents légaux, ainsi que des éléments contractuels ou inventoriés en vigueur au moment de la rédaction du porter à connaissance.

Aussi, il est en constante évolution en raison des :

- Nouvelles réglementations (lois, décrets,...)
- Élaboration et renouvellement de documents-cadre valables pour une durée déterminée ou indéterminée (SCOT)
- Nouvelles études (études sur les périmètres inondés, les espèces protégées...)
- Nouveaux inventaires (ZNIEFF, archéologiques...)
- Nouveaux contrats (Natura 2000, rivières...)

Le porter à connaissance étant informatif, d'une portée limitée dans le temps, tout projet sur le territoire concerné devra être rapproché des réglementations afférentes en vigueur.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>Table des matières.....</b>	<b>4</b>
<b>Préambule : le Porter à Connaissance et le rôle de l'État.....</b>	<b>6</b>
<b>Le cadre juridique du projet de territoire.....</b>	<b>6</b>
Les principes généraux du droit de l'urbanisme pour un développement durable des territoires.....	6
<b>I. Urbanisme et aménagement.....</b>	<b>9</b>
A. Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET).....	9
B. Le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT).....	10
C. La loi montagne.....	10
D. La maîtrise de la consommation de l'espace l'objectif Zéro Artificialisation nette (ZAN).....	12
E. La consultation de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF).....	16
F. L'aménagement numérique du territoire.....	17
<b>II. Prévention des risques et nuisances.....</b>	<b>18</b>
A. Les risques naturels.....	18
B. Les risques technologiques et miniers (risques anthropiques).....	27
C. La lutte contre le bruit.....	33
D. Le traitement des déchets.....	36
E. La défense incendie.....	36
F. Exposition aux ondes électromagnétiques.....	38
<b>III. Eau.....</b>	<b>40</b>
A. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE).....	40
B. L'alimentation en eau potable.....	41
C. La gestion des eaux usées.....	43
D. La gestion des eaux pluviales.....	45
<b>IV. Patrimoine naturel.....</b>	<b>47</b>
A. La protection des espèces.....	47
B. La protection des espaces naturels.....	48
C. Les continuités écologiques.....	52
D. L'évaluation environnementale.....	53
E. La séquence « éviter, réduire, compenser ».....	55
F. Le schéma des carrières et mines.....	55

<b>V. Habitat.....</b>	<b>57</b>
A. Une offre de logement suffisante et adaptée qui réponde aux besoins des habitants..	57
B. La solidarité par le logement.....	58
C. La lutte contre l’habitat indigne et très dégradé.....	59
D. Les nomades sédentarisés et les gens du voyage.....	60
<b>VI. Patrimoine culturel et paysager.....</b>	<b>63</b>
A. L’utilisation des matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d’éviter l’émission de gaz à effet de serre.....	63
B. La prise en compte du paysage.....	64
C. La qualité des entrées de ville.....	65
<b>VII. Enjeux climat, air, énergie.....</b>	<b>67</b>
A. La stratégie climat air énergie du SRADDET.....	68
B. Les Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET).....	70
C. Dispositions du code de l’urbanisme en matière d’air/énergie/climat.....	71
<b>VIII. Transport et mobilité.....</b>	<b>73</b>
A. La mobilité dans une perspective de développement durable.....	73
B. Les principaux réseaux de transport et leur évolution.....	74
<b>IX. Agriculture et forêt.....</b>	<b>76</b>
A. Le Plan Régional d’Agriculture Durable (PRAD).....	76
B. La charte agriculture, urbanisme et territoire.....	77
C. La consultation de la Chambre d’Agriculture.....	77
D. La consultation de l’Institut National de l’Origine et de la qualité (INAO).....	78
E. La consultation de la CDPENAF en cas d’atteinte substantielle à une AOP.....	79
F. Le Programme Régional de la Forêt et du Bois Grand Est (2018-2027).....	79
G. Le régime forestier.....	80
H. La consultation du centre national de la propriété forestière.....	81
<b>X. Servitudes d’utilité publique et informations.....</b>	<b>82</b>
A. Les servitudes d’utilité publique.....	82
B. Géoportail de l’urbanisme.....	83

## PRÉAMBULE : LE PORTER À CONNAISSANCE ET LE RÔLE DE L'ÉTAT

Le porter à connaissance (PAC), encadré par les articles L.132-1 à L.132-4 et R.132-1 du code de l'urbanisme, est élaboré par l'État. Il a pour objet d'apporter à la commune les éléments à portée juridique et les informations utiles pour l'élaboration ou la révision du document d'urbanisme. Les éléments qu'il fournit permettent de replacer la politique locale au cœur des échelles de planification et de décisions sur lesquelles elle a un impact. Dans ce cadre, la collectivité dispose d'éléments pour appréhender les problématiques de développement durable et celles plus spécifiques, liées à son territoire.

En application de l'article L.132-3 du code de l'urbanisme, le porter à connaissance doit être tenu à la disposition du public. En outre, tout ou partie des pièces du PAC peut être annexé au dossier d'enquête publique.

Le porter à connaissance peut se poursuivre en continu, pendant toute la durée de la réalisation du PLU, à mesure de la disponibilité des études et des informations liées à l'étude du document d'urbanisme.

L'État exprimera dans le cadre de l'association les attentes et les objectifs qui résultent des politiques nationales (transport, habitat, politique de la ville, aménagement du territoire, environnement,...), et plus généralement le point de vue et les réflexions stratégiques de l'État sur le territoire.

## LE CADRE JURIDIQUE DU PROJET DE TERRITOIRE

### Les principes généraux du droit de l'urbanisme pour un développement durable des territoires

Dans un contexte où l'urbanisme est une compétence décentralisée, l'État demeure le garant des grands équilibres et de la bonne prise en compte des enjeux nationaux, notamment en matière de prise en compte du développement durable dans les projets locaux. Cette responsabilité est notamment exercée au travers du porter à connaissance et de l'association de l'État pour l'élaboration ou la révision de ces documents.

Définir une politique de développement durable du territoire à l'échelle locale implique en effet de rester en cohérence et en synergie avec les politiques et stratégies définies aux autres échelles territoriales.

Toutefois, si l'État est le garant de principes fondamentaux en matière d'aménagement du territoire, c'est aux collectivités de veiller à la cohérence de leurs projets avec ces principes, rappelés ci-dessous.

### L'article L.101-1 du code de l'urbanisme

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L.101-2, elles harmonisent leurs

prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »

### **L'article L.101-2 du code de l'urbanisme**

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité ;

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables. »

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.

### **L'article L101-2-1 du code de l'urbanisme**

L'atteinte des objectifs mentionnés au 6° bis de l'article L. 101-2 résulte de l'équilibre entre :

1° La maîtrise de l'étalement urbain ;

2° Le renouvellement urbain ;

3° L'optimisation de la densité des espaces urbanisés ;

4° La qualité urbaine ;

5° La préservation et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville ;

6° La protection des sols des espaces naturels, agricoles et forestiers ;

7° La renaturation des sols artificialisés.

L'artificialisation est définie comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage.

La renaturation d'un sol, ou désartificialisation, consiste en des actions ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé.

L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés.

Au sein des documents de planification et d'urbanisme, lorsque la loi ou le règlement prévoit des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols ou de son rythme, ces objectifs sont fixés et évalués en considérant comme :

a) Artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites ;

b) Non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisée à usage de cultures.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. Il établit notamment une nomenclature des sols artificialisés ainsi que l'échelle à laquelle l'artificialisation des sols doit être appréciée dans les documents de planification et d'urbanisme.



## I. URBANISME ET AMÉNAGEMENT

### A. Le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET)

#### Textes de référence ■

- Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République dite loi NOTRe
- Décret n° 2016-1071 du 3 août 2016 relatif au SRADDET
- CGCT– articles R.4251-1 à R.4251-17
- Code de l'urbanisme – article L.131-5

Créé par la loi NOTRe, « le SRADDET » précise les orientations fondamentales et à moyen terme du développement durable des territoires régionaux et leurs principes d'aménagement.

Le SRADDET - « Grand EST TERRITOIRES » a été prescrit en 2016 par la région Grand-Est et approuvé le 14 janvier 2020. Une modification a été décidée le 17 décembre 2021 afin de répondre aux enjeux du changement climatique et d'intégrer les évolutions réglementaires issues notamment des lois « Orientation des Mobilités » et « Climat et résilience ».

A cet égard, le SRADDET joue un rôle fondamental dans la territorialisation de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050, tel que fixé par la loi « Climat et Résilience ». L'objectif intermédiaire vise à réduire de moitié la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers d'ici 2031 par rapport à la décennie précédente (2011-2021). Le schéma doit décliner cette trajectoire à travers des objectifs adaptés aux spécificités locales, en tenant compte des dynamiques économiques et démographiques, des enjeux de préservation des espaces naturels, ainsi que des efforts de sobriété foncière déjà entrepris dans chaque territoire.

Le SRADDET Grand-Est intègre ces impératifs dans son rapport et son fascicule qui s'imposent aux documents d'urbanisme. Les collectivités territoriales doivent ainsi adapter leurs documents à cette trajectoire de réduction progressive de l'artificialisation des sols. En cas de non-conformité ou de retard dans la modification de ces documents avant les échéances fixées (2027 pour les SCOT, 2028 pour les PLU), des restrictions sur l'ouverture à l'urbanisation seront appliquées.

Cette démarche vise à conjuguer sobriété foncière et développement territorial durable, tout en répondant aux besoins locaux en matière de logements, d'équipements et d'activités économiques, notamment à travers la valorisation des friches et des zones déjà urbanisées.

Le SRADDET porte en outre une stratégie transversale qui concerne un ensemble de thématiques : le climat, l'air et l'énergie, la biodiversité et la gestion de l'eau, l'économie circulaire et la gestion des déchets, la gestion des espaces et l'urbanisme, les transports et la mobilité, le développement logistique et industriel.

Il comporte un rapport synthétisant l'état des lieux de l'aménagement, du développement durable et de l'égalité des territoires dans la région, identifiant les enjeux dans les domaines de compétence du schéma et exposant la stratégie régionale et les objectifs qui en découlent.

Le schéma comprend également un fascicule regroupant les règles générales encadrant les documents de planification à l'échelle infrarégionale.

Le fascicule compte 30 règles et 26 mesures d'accompagnement organisées en 5 chapitres thématiques: climat, air et énergie, biodiversité et gestion de l'eau, déchets et économie circulaire, gestion des espaces et urbanisme et enfin transports et mobilité.

Le SCOT et par voie de conséquence, le projet de PLU, devront prendre en compte ses objectifs et être compatibles avec les règles générales du fascicule.

## **B. Le Schéma de cohérence Territoriale (SCOT)**

### **Textes de référence ■**

- Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU)
- Code de l'urbanisme – articles L.131-1 et suivants

### **Dispositions générales ■**

Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) sont des documents de planification stratégique à l'échelle intercommunale, créés par la loi « Solidarité et Renouvellement Urbains » (SRU) en décembre 2000.

Via ces schémas, les collectivités locales ont une responsabilité de mise en cohérence des différentes politiques sectorielles d'aménagement du territoire (organisation de l'espace, habitat, déplacements, environnement...) sur de larges bassins de vie.

En application de l'article L.131-4 du code de l'urbanisme, les dispositions des PLU doivent être compatibles avec celles du SCOT.

### **Application locale ■**

La commune de Heiligenberg est concernée par le Schéma de Cohérence Territoriale Bruche-Mossig, approuvé le 08/12/2021.

## **C. La loi montagne**

### **Textes de référence ■**

- Loi n°85-30 du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la

montagne

- Arrêté du 6 septembre 1985 délimitant la zone de montagne en France métropolitaine
- Décret n° 2004-69 du 16 janvier 2004 relatif à la délimitation des massifs
- Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015
- Loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne
- Code de l'urbanisme – articles L.131-1 et suivants, L.122-1 et suivants, R.122-7

## Dispositions générales ■

De par leurs caractéristiques de climat, de relief, d'accessibilité, les territoires de montagne présentent des conditions de vie difficiles et des handicaps naturels pour l'agriculture et l'activité en général. Les risques naturels importants (avalanches, glissements de terrain, chutes de blocs, crues torrentielles...) restreignent l'usage d'un espace utilisable déjà contraint. Des paysages et sites emblématiques, un patrimoine bâti souvent remarquable, des richesses naturelles exceptionnelles mais particulièrement sensibles confèrent à ces territoires des enjeux particuliers et contrastés de développement et de protection.

La loi du 9 janvier 1985 relative au développement et à la protection de la montagne, dite « Loi Montagne », a eu pour objet de fixer des dispositions adaptées aux enjeux des territoires montagnards. Elle a créé des institutions spécifiques pour mettre en œuvre, de façon partenariale, une politique de développement, d'aménagement et de protection. Dans le domaine de l'urbanisme, elle a instauré des règles visant à préserver les terres agricoles, pastorales et forestières ainsi que les espaces et paysages caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard, tout en permettant le développement touristique.

La loi du 28 décembre 2016, dite de modernisation, de développement et de protection des territoires de montagne réactualise cette loi fondatrice en proposant une série de mesures relatives aux questions sociétales posées par ces territoires spécifiques (logement des saisonniers, accès à l'école, lutte contre les déserts médicaux), mais aussi économiques (dispositions sur le tourisme, déploiement du numérique, encouragement à la pluriactivité, développement des activités forestières et pastorales et l'adaptation des mesures d'urbanisme).

### a) Massif Vosgien

Le zonage massif comprend l'ensemble des communes classées « montagne » ainsi que les territoires adjacents que sont les espaces de piémont et les centres urbains des entrées de vallée, qui forment, avec les communes de montagne, des entités territoriales cohérentes.

La montagne française est divisée en six massifs en métropole. Le décret n°2004-69 du 16 janvier 2004 en fixe la délimitation. Le département du Bas-Rhin est concerné, pour partie, par le massif Vosgien.

Le CPIER 2021-2027 fixe comme priorité de **rendre la montagne et sa population plus résilientes**, en premier lieu face aux conséquences des changements climatiques et écologiques, pour être en mesure demain de **retrouver une attractivité et un dynamisme nouveau**.

Le massif des Vosges est un territoire qui doit s'engager prioritairement dans la transition écologique mais aussi dans les transitions économiques et sociétales liées. Il constitue un territoire de montagne fragile et à protéger, où on vit selon les contraintes de la montagne, où on travaille en fonction des ressources de la montagne, et :

- qui **subit plus qu'ailleurs le changement climatique** (sur l'eau, les forêts, la neige, les risques naturels, etc.), ce qui nécessite une connaissance renforcée des effets spécifiques du changement climatique sur le territoire ;
- qui doit être **plus sobre en eau** et protéger prioritairement l'ensemble de ses ressources, y compris la biodiversité, et être **plus sobre dans ses usages tourisme/loisirs**, car l'eau et la nature sont à la fois le préalable et le support de la vie en montagne, aujourd'hui et plus encore demain ;
- qui doit préserver une **agriculture et une sylviculture multifonctionnelles et spécifiques** (en matière de productions, d'accueil, de protection des espaces), ce qui contribuera indubitablement à améliorer la résilience du territoire, notamment en matière d'alimentation et de construction ;
- qui doit développer une **économie plus présente**, en améliorant les **services touristiques** (diversification de l'activité) et pour les habitants (développement des formations, notamment touristique, des commerces, etc.), gage de maintien des populations sur le territoire ;
- et enfin, qui doit **renforcer ses relations et échanges** avec les villes proches et les autres massifs, pour cultiver les solidarités indispensables en cas de crises, notamment de crises climatiques qui seront de plus en plus nombreuses à l'avenir (ex : permettre l'accès à la fraîcheur de la montagne pour les populations urbaines, accéder aux biens et services des villes pour les populations de montagne temporairement sinistrées).

## Application locale ■

La commune de Heiligenberg est située dans le massif Vosgien.

### D. La maîtrise de la consommation de l'espace l'objectif Zéro Artificialisation nette (ZAN)

## Textes de référence ■

- Lois dites Grenelle I et II n° 2009-967 et 2010-788 du 3 août 2009 et 12 juillet 2010
- Loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 et ELAN n°2018-1021 du 23 novembre 2018
- Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, dite Climat et Résilience
- Loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols
- Code de l'urbanisme – articles L.101-1, L.101-2, L.151-1 et suivants
- Règles n° 16 et 17 du SRADDET

## Dispositions générales ■

Ces textes visent à protéger les terres agricoles, naturelles et forestières tout en limitant l'étalement urbain. L'objectif final est d'atteindre, d'ici 2050, le **Zéro Artificialisation Nette**

(ZAN), c'est-à-dire équilibrer toute nouvelle artificialisation des sols avec des actions de renaturation.

### **Pourquoi cet objectif ?**

Le sol est une ressource précieuse et limitée, dotée de multiples fonctionnalités essentielles qu'il est nécessaire de préserver sur le long terme. En plus de supporter les activités humaines, les sols jouent un rôle crucial dans la régulation du climat, la gestion des eaux, la biodiversité et la production alimentaire.

Il est donc indispensable de concilier le développement de l'habitat, des activités et des services avec la préservation de ces fonctions écologiques, tout en protégeant les terres agricoles, les forêts et les espaces naturels.

À travers le PLU, il est impératif de promouvoir une gestion économe de l'espace, en encourageant la densification urbaine plutôt que l'étalement, tout en veillant à maintenir l'intégrité des espaces naturels, agricoles et forestiers.

### **Que doit contenir le PLU à cet égard ?**

#### **Le rapport de présentation doit contenir :**

##### **L'historique de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers :**

Conformément à L'article L.151-4 du Code de l'urbanisme le rapport de présentation doit analyser la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'arrêt du projet de plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme. Cette analyse doit fournir une évaluation précise de la consommation foncière passée, nécessaire pour justifier les choix d'aménagement.

En complément, une analyse distincte doit être menée sur la période de référence 2021-2031, avec un objectif de réduction de 50 % de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la période précédente (2011-2021). Cela permet non seulement de se conformer aux exigences légales mais aussi de situer la consommation foncière par rapport aux objectifs fixés par le SCOT, qui s'appliquent sur la période 2021-2031

**L'analyse du potentiel de densification et de mutation des espaces bâtis :** le rapport doit évaluer la capacité des zones déjà urbanisées à accueillir de nouvelles constructions, en tenant compte des formes urbaines et architecturales existantes. Il doit exposer les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers.

**La justification des objectifs chiffrés du PADD :** Le rapport doit justifier les objectifs chiffrés du PADD au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.

#### **Le rôle du PADD dans l'objectif de réduction de l'artificialisation des sols :**

Pour atteindre les objectifs de réduction de l'artificialisation, le PADD **doit fixer des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace** et de lutte contre l'étalement urbain, qu'il conviendra de décliner ensuite dans les différentes pièces opposables du PLU : zonage, règlement, OAP.

En outre le PADD ne pourra prévoir l'ouverture à l'urbanisation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers que sous certaines conditions strictes. En effet, avant toute extension urbaine, il devra être démontré par une étude de densification que toutes les possibilités d'aménagement et de construction dans les zones déjà urbanisées ont été pleinement explorées et mobilisées. Pour ce faire, il tiendra compte de la capacité à mobiliser effectivement les locaux vacants, les friches et les espaces déjà urbanisés pendant la durée comprise entre l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme et l'analyse prévue à l'article [L. 153-27](#).

### **Les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) ont évolué pour inclure de nouvelles obligations :**

- **Un échéancier prévisionnel d'ouverture à l'urbanisation** est désormais obligatoire pour planifier les futures zones urbanisées.
- Les OAP doivent définir les actions à mener pour la **mise en valeur des continuités écologiques**
- Elles peuvent également porter sur des **quartiers et secteurs à renaturer**, c'est à dire restaurer des espaces naturels ;
- Enfin, des actions doivent être définies pour protéger les franges urbaines et rurales, notamment en intégrant des espaces de transition végétalisés entre les espaces agricoles et urbanisés.

### **Les nouvelles obligations pour le règlement du PLU**

- Dans les **zones d'aménagement concerté (ZAC)**, il peut fixer une **densité minimale de construction** pour optimiser l'usage des espaces urbains

Conformément à l'article L.153-27 du Code de l'urbanisme, une évaluation des résultats de l'application du PLU doit être effectuée au plus tard six ans après son approbation ou sa dernière révision. Cette évaluation permet de déterminer dans quelle mesure les objectifs fixés par l'article L.101-2, notamment en matière d'utilisation économe de l'espace ont été atteints. Elle donnera lieu à une délibération de l'organe délibérant après sollicitation de l'avis de ses communes membres ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser le plan.

Par ailleurs, l'article L.2231-1 du Code général des collectivités territoriales impose également l'obligation pour le maire ou le président d'un EPCI couvert par un document d'urbanisme d'établir un rapport triennal qui présente le rythme d'artificialisation des sols sur le territoire et rend compte de l'atteinte des objectifs de réduction de la consommation d'espaces. Ce rapport, à produire pour la première fois en 2024, doit être réalisé tous les trois ans afin de garantir un suivi régulier de l'artificialisation en accord avec les objectifs du PLU et de la loi Climat et Résilience.

Pour garantir une gestion efficace de l'espace, la rédaction des documents d'urbanisme doit s'appuyer sur des outils permettant de suivre la consommation foncière à différentes échelles de territoire.

## Application locale ■

La commune de Heiligenberg se situe dans le périmètre du SCOT Bruche-Mossig. Le PLU doit être compatible avec les orientations du SCOT, notamment en ce qui concerne les objectifs de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain qui s'imposent aux documents d'urbanisme (articles L.141-6 et L.151-4 du code de l'urbanisme).

Le SCOT Bruche-Mossig fixe ainsi les rythmes maximaux de consommation foncière suivants :

- 74 ha à usage résidentiel entre 2020 et 2040 à l'échelle de la communauté de communes
- 93 ha à usage économique entre 2020 et 2040 à l'échelle de la communauté de communes
- 25 ha à usage touristique entre 2020 et 2040 à l'échelle du SCOT

## Données sur l'artificialisation dans le Grand-Est :

Selon l'observatoire de l'occupation des sols de la région Grand Est 2019, 13 % du territoire du Bas-Rhin est artificialisé. L'artificialisation des sols s'est poursuivie entre 2010 et 2019 avec une augmentation de +5,5 % d'espaces artificialisés sur la période 2010-2019, ce qui représente une superficie de 3292 ha, dont la moitié environ est imperméabilisée.

La consommation du foncier peut être observée dans le temps à l'aide de plusieurs outils :

- Les fichiers fonciers (traitement Cerema)
- l'observatoire de l'occupation des sols de la région Grand Est  
<https://www.geograndest.fr/portail/fr/projets/occupation-du-sol>

La DREAL Grand Est fournit également des portraits fonciers, fiches récapitulatives des dynamiques foncières au sein des intercommunalités de la région.

<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/portraits-fonciers-r7120.html>

## Pistes d'actions locales pour un PLU

Lors de la rédaction du document d'urbanisme, plusieurs pistes peuvent être envisagées pour optimiser la gestion de l'espace :

- le renouvellement urbain et la reconquête des friches urbaines et des logements vacants, notamment en centre bourg,
- la densification de l'habitat existant pour limiter l'expansion urbaine,
- le développement maîtrisé de certains villages, l'exploitation des « dents creuses » (parcelles non bâties en zone urbaine),
- l'ouverture à l'urbanisation de nouvelles surfaces sous certaines conditions :
  - proximité des services existants ou à venir, afin de renforcer la centralité du bourg,
  - proximité des réseaux de transports structurants ou collectifs,
  - zones avec faible valeur agronomique des sols,
  - absence d'enjeux environnementaux ou paysagers significatifs,
  - des OAP visant à optimiser les coûts de fonctionnement des équipements publics
  -

## Outils disponibles



Le CEREMA met à disposition des collectivités une plate-forme des outils de l'aménagement, dont une rubrique dédiée au foncier.

<http://outil2amenagement.cerema.fr/promouvoir-la-gestion-econome-de-l-espace-ar856.html>

### **E. La consultation de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF)**

#### **Textes de référence ■**

- Loi n°2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche
- Loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Loi n°2021-1104 du 22 août 2021 Climat et Résilience
- Loi n°2022-217 du 21 février 2022 dite 3DS
- Code rural et de la pêche maritime – article L.112-1-1
- Code de l'urbanisme – articles L.142-4 et R. 142-2, L.151-12, L.151-13, L.153-16, L.153-17

#### **Dispositions générales ■**

La CDPENAF est issue de la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche adoptée le 13 juillet 2010 et modifiée par la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014. Elle a pour mission de donner un avis sur les documents d'urbanisme et tout projet susceptible de conduire à une réduction des surfaces naturelles, agricoles et forestières. Le secrétariat de la CDPENAF du Bas-Rhin est assuré par la Direction Départementale des Territoires.

La consultation a lieu le cas échéant sur le projet de PLU arrêté. L'avis est réputé favorable dans un délai de trois mois à compter de la transmission du dossier. L'avis doit être joint au dossier d'enquête publique.

#### **Application locale ■**

La commune de Heiligenberg est située dans le périmètre d'un SCOT approuvé. Le PLU doit être soumis pour avis à la CDPENAF s'il délimite à titre exceptionnel, dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limitées où sont autorisées des constructions non liées à la destination de la zone (article L. 151-13).

Les dispositions du règlement doivent également être soumises à l'avis de la CDPENAF si elles autorisent, dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, l'extension de bâtiments d'habitation existants ou la construction d'annexes (article L.151-12).

**Enfin, la CDPENAF du Bas-Rhin demande à être systématiquement consultée sur le reste du document d'urbanisme en cas d'élaboration et de révision.**

L'adresse de saisine de la CDPENAF est la suivante :

**DDT du Bas-Rhin  
secrétariat de la CDPENAF - service agriculture**



**Cité administrative Gaujot – 14, rue du Maréchal Juin – CS 50016  
67084 Strasbourg Cedex**

Elle peut également être saisie par courriel à l'adresse suivante :  
[ddt-cdpenaf67@bas-rhin.gouv.fr](mailto:ddt-cdpenaf67@bas-rhin.gouv.fr)

## **F. L'aménagement numérique du territoire**

### **Textes de référence ■**

- Loi n° 2009-1572 du 17 décembre 2009 relative à la lutte contre la fracture numérique
- Code général des collectivités territoriales – article L.1425-1
- Code de la construction et de l'habitation – article R.111-14
- Code de l'urbanisme – articles L.101-2, L.151-40
- objectif 18 « révolution numérique du SRADDET »

### **Dispositions générales ■**

L'essor des communications et d'internet rend l'accès à un réseau très haut débit essentiel dans le développement et l'évolution des territoires. Il s'agit d'un facteur d'attractivité du même ordre qu'une bonne desserte routière pour de nombreux acteurs économiques. Son importance va aller croissant dans les années à venir.

L'aménagement numérique constitue ainsi un enjeu essentiel pour un territoire visant à :

- l'attractivité économique et résidentielle par la disponibilité d'une offre haut débit et très haut débit concurrentielle,
- la compétitivité de ses entreprises grâce à des réseaux performants,
- la cohésion sociale et le désenclavement, grâce notamment à l'accès aisé aux services, à la possibilité du télétravail, à la télé-formation, la e-administration ou la télé-médecine.

Aménagement numérique et projet de territoire doivent être associés le plus en amont possible, car le document d'urbanisme constitue pour l'ensemble des acteurs d'un territoire l'opportunité de porter au débat et de prendre en compte, comme le prescrit désormais la loi, la question des infrastructures et réseaux de communications électroniques. Dans le Bas-Rhin, la solution technique privilégiée est la fibre optique.

Loin de constituer un volet distinct du document d'urbanisme, l'aménagement numérique, qui concourt à atteindre les objectifs de développement définis pour le territoire, doit être intégré de façon transversale dans les réflexions qui conduisent à la définition du projet communal ; il fait partie des thèmes à aborder dans le Projet d'Aménagement et Développement Durable (PADD) du PLU.

## II. PRÉVENTION DES RISQUES ET NUISANCES

Plusieurs sources d'informations rassemblent la connaissance actuelle de l'État en matière de risques majeurs :

le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), téléchargeable via le lien suivant :  
<http://www.bas-rhin.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite-et-prevention/Protection-civile/Dossier-Departemental-des-Risques-Majeurs-DDRM>

le site internet des services de l'État dans le Bas-Rhin :

- [Information aux acquéreurs et locataires](#) (IAL)
- Porter à Connaissance et PPRI :

<https://www.bas-rhin.gouv.fr/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-naturels-et-technologiques/Risque-inondation->

- le site internet de la prévention des risques majeurs Géorisques :

<http://www.georisques.gouv.fr/>

Notons que certains phénomènes locaux peuvent ne pas y être mentionnés. Il revient donc à la commune de compléter les informations ci-après avec tout élément dont elle peut avoir connaissance.

### A. Les risques naturels

#### Textes de référence ■

- Code de l'urbanisme – article L.101-2

#### Dispositions générales ■

La prévention des risques naturels est l'un des moyens d'assurer la sécurité publique dans le domaine de l'occupation et de l'utilisation de l'espace. L'article L.101-2 du code de l'urbanisme dispose ainsi que les plans locaux d'urbanisme « *déterminent les conditions permettant d'assurer la prévention des risques naturels prévisibles* ».

#### Application locale ■

Les risques présents sur la commune de Heiligenberg sont les suivants :

#### **A.1. Le risque inondation**

#### Textes de référence ■

- Code de l'urbanisme – article L.101-2
- Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Rhin-Meuse approuvé le 22/12/2015 et

mis à jour le 21 mars 2022 pour la période 2022-2027

- Code de l'environnement – articles L.562-1 et suivants, R.562-1 et suivants (si PPRI)

## Dispositions générales ■

Une inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors d'eau. Le risque d'inondation est la conséquence de deux composantes : l'eau qui peut sortir de son lit habituel d'écoulement et l'homme qui s'installe dans la zone inondable pour y implanter des constructions, équipements et activités.

La bonne prise en compte du risque d'inondation participe pleinement à un aménagement durable des territoires. Les collectivités qui y sont exposées se doivent de stabiliser voire réduire la vulnérabilité de leur territoire, avec pour objectif d'accroître la sécurité des personnes et des biens.

La stratégie nationale de gestion des risques d'inondation (SNGRI), arrêtée le 7 octobre 2014, poursuit 3 objectifs prioritaires :

- augmenter la sécurité des populations exposées,
- stabiliser à court terme, et réduire à moyen terme, le coût des dommages liés à l'inondation,
- raccourcir fortement le délai de retour à la normale des territoires sinistrés.

En déclinaison de cette stratégie nationale, le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse a été approuvé par arrêté préfectoral du préfet coordonnateur de bassin le 22 décembre 2015 pour la période 2016-2022, mis à jour par arrêté du 21 mars 2022 pour la période 2022-2027.

Le Plan de gestion des risques d'inondation est un document de planification, élaboré au sein des instances du Comité de bassin Rhin-Meuse, fixant les objectifs à atteindre à l'échelle du bassin et sur les Territoires à risque d'inondation, et édictant des dispositions à mettre en œuvre pour y parvenir. Il est conçu pour devenir le document de référence de la gestion des inondations sur le bassin Rhin-Meuse.

Le plan de gestion du bassin du Rhin vise à intégrer et mettre en cohérence ces différentes démarches de la gestion des risques d'inondation engagées sur le bassin. Il reprend, ordonne, met à jour et en cohérence les éléments de doctrines ou dispositions existantes en rapport avec l'organisation de la gouvernance, l'amélioration de la connaissance, la maîtrise de l'urbanisme, la gestion de la ressource en eau ou encore la gestion de crise.

La définition et la gestion de l'aléa inondations est également l'un des volets du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse, révisé le 18 mars 2022. Le PGRI doit ainsi être compatible avec les objectifs de quantité et de qualité des eaux définis dans le SDAGE. Le PGRI reste néanmoins le document de référence en matière de gestion des inondations.

En application de l'article L.142-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du PLU doivent être compatibles avec le Schéma de Cohérence Territoriale, qui doit lui-même être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) Rhin-Meuse. Il doit en outre être compatible avec les objectifs de qualité des eaux définis dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de

Gestion des Eaux (SDAGE) Rhin-Meuse.

Pour rappel, le PGRI énumère cinq grands principes d'aménagement en zone inondable :

- **Préserver les zones d'expansion des crues en milieu non urbanisé et ne pas augmenter les enjeux en zone inondable**  
Les secteurs inondables non urbanisés (zones d'expansion des crues) ont vocation à être préservés en y interdisant les constructions nouvelles.  
Dans les zones urbanisées, les constructions nouvelles sont soumises à prescriptions et la construction d'établissements sensibles interdite.
- **Privilégier le ralentissement des écoulements en amont par des mesures naturelles ou des ouvrages de stockage**
- **Limiter le recours aux aménagements de protection localisée ne réduisant pas l'aléa**  
Ces aménagements localisés tels que les digues participent à réduire localement le risque mais peuvent avoir des conséquences en amont et en aval de la protection. Il est nécessaire de privilégier le principe d'action à la source et la gestion globale à l'échelle du bassin. Les nouveaux ouvrages d'endiguement doivent être limités à la protection des zones déjà urbanisées, sans possibilité d'ouvrir de nouveaux secteurs en arrière de ces ouvrages
- **Prendre en compte le risque de défaillance des ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations**  
Les documents d'urbanisme doivent, dans leurs choix d'aménagement, prendre en compte ce risque de défaillance et intégrer le fait que les secteurs bénéficiant de l'effet de ces ouvrages restent intrinsèquement inondables. Ils doivent être affichés avec un aléa correspondant à des scénarios de défaillance (effacement ou brèche).  
Le sur-aléa induit par la rupture ou la surverse d'un ouvrage de prévention des inondations doit être pris en compte de manière suffisante dans le PLU.
- **Réduire la vulnérabilité des enjeux aux inondations**  
Les documents de planification constituent des cadres de réflexion privilégiés pour la prise en compte de la vulnérabilité face au risque inondation dans le projet de développement ou de renouvellement urbain. Cette prise en compte nécessite de définir les enjeux du territoire au travers d'un diagnostic de vulnérabilité.

#### **a) PPRI**

Le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) a pour objectif la réduction des risques liés aux inondations. Il fixe ainsi des règles relatives à l'occupation des sols et aux constructions futures dans la zone inondable. Il peut également prévoir des prescriptions ou des recommandations applicables aux biens existants.

Constituant une Servitude d'Utilité Publique, le PPRI doit être annexé au PLU (article L.151-43 du code de l'urbanisme).

Il est en outre opposable aux différentes pièces du document d'urbanisme dans un rapport de conformité et ses dispositions s'imposent aux autorisations d'occupation du sol.

## Application locale ■

La commune de Heiligenberg est soumise au risque d'inondation en raison de la présence de la Bruche.

Le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI) de la Bruche, approuvé le 28/11/2019, est disponible à l'adresse suivante :

<https://www.bas-rhin.gouv.fr/index.php/Politiques-publiques/Prevention-des-risques-naturels-et-technologiques/Risque-inondation/PPRI-approuves>

Il est également présenté en **annexe 1 et 1bis**.

## **A.2. Les coulées de boues**

### Textes de référence ■

- Code de l'urbanisme – article L.101-2
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse révisé le 18 mars 2022

### Dispositions générales ■

En Alsace, nombres de territoires de collines sont soumis à des phénomènes de ruissellement importants qui peuvent générer des coulées d'eaux boueuses impactant souvent des zones urbanisées. Les documents d'urbanisme se doivent de limiter autant que possible la vulnérabilité des biens et activités. Certains SCOT du Bas-Rhin ont intégré ce principe dans leurs orientations.

La définition des zones à risque de coulées d'eaux boueuses dans le Bas-Rhin se base d'une part sur l'historique des phénomènes rencontrés et d'autre part sur la connaissance de la sensibilité des sols à l'érosion. Cette connaissance est fournie par une étude régionale diligentée par l'État et les Conseils Généraux et confiée à l'ARAA (Association pour la Relance Agronomique en Alsace).

### Application locale ■

Votre commune de fait partie des zones à risque de coulées d'eaux boueuses « ceb 1, 1 bis, 2 ou 3 » définies dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) du Bas-Rhin révisé.

Cela signifie pour les catégories ceb 1, 1 bis et 3 que la commune a connu au moins un événement caractéristique d'une coulée d'eaux boueuses reconnu par arrêté ministériel comme catastrophe naturelle (cf. arrêtés préfectoraux visés au tableau ci-dessous), pour la catégorie Ceb2, que la commune est soumise au risque de coulée d'eaux boueuses de par la présence d'un bassin versant situé en amont ou alimentant un cours d'eau qui rend une zone urbaine sensible, pour la catégorie Ceb3 que la commune a connu au moins une coulée d'eaux boueuses identifiée depuis 2008 mais n'a pas été reconnue en état de catastrophe naturelle.

Le tableau ci-après recense les événements reconnus catastrophe naturelle (source : GeoRisques)

Type de catastrophe	Début le	Publié au JO du
Inondations et/ou coulées de boue	07/06/18	15/08/18
Inondations et/ou coulées de boue	24/06/16	20/10/16
Inondations et/ou coulées de boue	25/12/99	30/12/99
Inondations et/ou coulées de boue	14/02/90	23/03/90
Inondations et/ou coulées de boue	22/05/83	26/07/83
Inondations et/ou coulées de boue	01/04/83	18/05/83
Inondations et/ou coulées de boue	08/12/82	13/01/83

Il convient en outre de tenir compte des résultats de l'étude ARAA citée plus haut, qui identifie plusieurs points d'entrée potentiels de coulées d'eaux boueuses dans la commune.

En **annexe 2** est joint un extrait de la cartographie de l'étude.

Cette étude, effectuée à l'échelle de l'ensemble de la région Alsace, ne remplace pas le diagnostic à l'échelle locale pour déterminer les secteurs de la commune potentiellement exposés au risque de coulées d'eaux boueuses. Elle peut toutefois alimenter ce diagnostic.

Toute autre connaissance locale pourrait alimenter la réflexion dans le cadre de votre PLU.

### **A.3. Les mouvements de terrain**

#### **a) Le phénomène de retrait-gonflement des sols argileux**

#### **Textes de référence ■**

- **Article 68 de la loi ELAN** du 23 novembre 2018 et **décret du conseil d'Etat n°2019-495** du 22 mai 2019
- **Article L132-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation**
- **Arrêtés du 22 juillet 2020** définissant les zones exposées au phénomène, le contenu des études géotechniques à réaliser dans ces zones et les techniques particulières de construction

#### **Dispositions générales ■**

Les argiles sont sensibles à la teneur en eau du sol : elles « gonflent » en présence d'eau et « se rétractent » quand la teneur en eau diminue. La présence d'argile dans le sol ou le sous-sol peut donc conduire à des mouvements de terrain différentiels qui peuvent être à l'origine de désordres aux bâtiments (fissuration des murs...). Dans certains cas, les fissurations sont telles que les bâtiments doivent être évacués et démolis. Les bâtiments construits sur des fondations peu profondes, comme de nombreuses maisons individuelles, sont particulièrement sensibles à ce phénomène, qui est aggravé par le couvert végétal et l'imperméabilisation des zones urbanisées.

Le phénomène de retrait-gonflement des sols argileux est considéré comme catastrophe naturelle depuis 1989. Il représente, au plan national, la deuxième cause d'indemnisation, après les inondations.

Le département du Bas-Rhin est concerné par les zones d'exposition faible, moyenne et forte sur une grande partie de son territoire.

Ainsi, pour les communes concernées, dans les zones d'exposition moyenne à forte, la modification de la loi Elan et les textes en découlant entraînent les conséquences suivantes :

- information des acquéreurs à la vente d'une parcelle
- pour les projets de construction, études spécifiques ou mesures constructives dédiées

Dès l'élaboration du PLU, dans un souci d'information du public, il est nécessaire, bien qu'aucune restriction à l'urbanisation ne soit prévue, d'évoquer ce risque dans le rapport de présentation du PLU.

### **Application locale ■**

La commune de Heiligenberg est concernée par le risque sur une partie de son territoire. Une cartographie de l'aléa est jointe en **annexe 3**.

### **b) Les mouvements et glissements de terrain**

#### **Dispositions générales ■**

Les mouvements de terrain regroupent un ensemble de déplacements, plus ou moins brutaux, du sol ou du sous-sol. Les volumes en jeu peuvent aller de quelques mètres cubes à plusieurs millions de mètres cubes.

Les déplacements peuvent être lents (quelques millimètres par an) à très rapides (quelques centaines de mètres par jour).

Généralement, les mouvements de terrain mobilisant un volume important sont peu rapides. Ces phénomènes sont souvent très destructeurs, car les aménagements humains y sont très sensibles et les dommages aux biens sont considérables et souvent irréversibles.

Les glissements de terrain se manifestent par un déplacement des sols à une profondeur variable, de quelques décimètres à plusieurs mètres de profondeur, le long d'un plan de glissement. Les facteurs favorisant ces désordres sont l'eau, la pente et la nature géologique de la roche. Le phénomène peut être également la conséquence d'un

terrassement, d'un mauvais drainage, d'un séisme ou d'une forte intempérie.

On distingue les glissements superficiels qui sont généralement lents et progressifs des glissements rotationnels qui sont profonds et soudains. Ces derniers sont généralement suivis d'une coulée de boue qui peut parcourir plusieurs centaines de mètres. Bien que le premier type ait rarement un impact sur les personnes, le bâti et les infrastructures peuvent subir des dégâts importants voire irrémédiables.

Ces phénomènes sont observés principalement dans les Vosges et les collines sous-vosgiennes, mais affectent également les zones talutées comme des bords de route ou des terrassements en arrière de maison construite à flanc de versant.

### Application locale ■

D'après le DDRM, la commune de Heiligenberg est soumise aux risques de glissement et de mouvement de terrain, constatés par des arrêtés préfectoraux, et recensés dans le tableau ci-dessous (source : Georisques).

Type de catastrophe	Début le	Publié au JO du
Mouvement de terrain	25/12/99	30/12/99
Glissement de terrain	22/05/83	26/07/83

## A.4. Le risque sismique

### Textes de référence ■

- Code de l'environnement – articles L.563-1, R.563-1 à R.563-8
- Décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français

### Dispositions générales ■

Un séisme est une fracture brutale des roches en profondeur créant des failles dans le sol ou en surface, et se traduisant par des vibrations du sol transmises aux bâtiments. Les dégâts observés sont fonctions de l'amplitude, de la durée et de la fréquence des vibrations.

Le territoire national est divisé en cinq zones de sismicité croissante définies à l'article R.563-4 du code de l'environnement :

- zone de sismicité 1 : très faible
- zone de sismicité 2 : faible
- zone de sismicité 3 : modérée
- zone de sismicité 4 : moyenne
- zone de sismicité 5 : forte

Les règles parasismiques applicables aux bâtiments et à la construction sont modulées en fonction de ce classement, de la nature du sol et de l'usage du bâtiment.



## Application locale ■

La commune de Heiligenberg est située en zone de sismicité 3 où le risque sismique est modéré.

### **A.5. Le risque radon**

Le radon, gaz radioactif d'origine naturelle, est classé « cancérigène certain » pour l'homme depuis 1987 par le centre international de recherche sur le cancer, qui estime que près de 10 % des cancers du poumon pourraient être attribués à l'exposition au radon dans l'air intérieur (Source : [Fiche de l'institut national du cancer du 01/09/2022](#)).

Présent naturellement dans les sols, ce gaz peut se concentrer dans l'air intérieur des bâtiments, à la faveur de failles ou de microfissures dans le sol et/ou par effet de confinement, à des concentrations plus élevées à l'intérieur des bâtiments qu'à l'extérieur. Il est par conséquent pertinent, dès la phase de conception d'un bâtiment, de mettre en place des solutions efficaces pour un coût souvent marginal à cette étape afin de diminuer la présence de radon dans le bâtiment :

- limiter la surface des pièces de vie (chambre, séjour) en contact avec le sol (plancher bas, sous-sols, remblais, murs enterrés ou partiellement enterrés) ;
- assurer l'étanchéité entre le bâtiment et son sous-sol, au niveau du plancher bas mais aussi des remontées de réseaux et joints périphériques ;
- veiller à la bonne aération du bâtiment et de son soubassement (vide sanitaire, cave, etc. si existant), en évitant les différences de pression entre le soubassement et les pièces de vie qui pourraient favoriser l'accumulation du radon dans la partie habitée ;
- prévoir un vide sanitaire ventilé et accessible afin de pouvoir mettre en œuvre, si besoin, des dispositifs de mise en dépression du sol sous-jacent au bâtiment.

À noter également, il est utile de procéder à une mesure radon avant et après travaux de rénovation d'un bâtiment existant.

Cette surveillance du radon est obligatoire dans certains établissements recevant du public (ERP) suivants situés dans les zones 3 à potentiel significatif et dans les zones 1 et 2 s'il y a déjà eu des résultats avec des dépassements supérieurs à 300Bq/m<sup>3</sup>. Cette surveillance est à mettre en œuvre par les propriétaires ou, si une convention le prévoit par les exploitants de ces ERP. Elle est à renouveler tous les 10 ans. Les modalités de gestion du radon de ces établissements recevant du public et de diffusion de l'information auprès des personnes qui fréquentent ces établissements sont fixées dans l'arrêté du 26 février 2019.

Les ERP concernés sont :

- les établissements d'enseignement, y compris les internats ;
- les établissements d'accueil collectif d'enfants de moins de 6 ans ;
- les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux avec capacité d'hébergement ;
- les établissements thermaux ;
- les établissements pénitentiaires.

Au 1er juillet 2020, les établissements d'accueil des enfants de moins de 6 ans devaient

avoir réalisé la surveillance Radon.

Il est également rappelé que, selon le Code de l'Environnement, l'information « acquéreurs locataires (IAL) » est obligatoire en zone 3 et l'information du public sur les risques majeurs l'est en zone 2 et 3.

Les communes du territoire français ont été réparties, par l'arrêté ministériel du 27 juin 2018, en 3 types de zones à potentiel radon sur la base de critères géologiques : zone à potentiel radon faible (zone 1), zone à potentiel radon faible mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent favoriser le transfert du radon vers les bâtiments (zone 2) et zone à potentiel radon significatif (zone 3).

L'Institut des Risques et de la Sécurité Nucléaire (IRSN) met à disposition une cartographie du potentiel radon des communes sur son site internet : <https://www.irsn.fr/savoir-comprendre/environnement/connaitre-potentiel-radon-ma-commune#carto>

La commune de Heiligenberg est située en zone 1 (potentiel faible).

L'élaboration du PLU constitue l'occasion pour la collectivité de sensibiliser les futurs constructeurs au risque lié au radon au travers d'une information figurant au rapport de présentation, reprenant les éléments figurant ci-dessus et de les inviter par ailleurs à réaliser un sondage géotechnique pour évaluer le risque.

En matière de gestion du risque lié au radon, la collectivité peut s'appuyer sur le *Guide de recommandations pour la protection des bâtiments neufs et existants vis-à-vis du radon* réalisé conjointement par l'ASN et le Centre scientifique et technique du bâtiment, disponible sur le site internet de l'ASN (<https://www.asn.fr/l-asn-informe/dossiers-pedagogiques/le-radon-et-les-professionnels/guides-sur-la-gestion-du-risque-du-radon/guide-de-recommandations-pour-la-protection-des-batiments-neufs-et-existants-vis-a-vis-du-radon>).

#### **A.6. Risque sanitaire lié au moustique tigre**

Le réchauffement climatique et le développement des échanges internationaux favorisent la dispersion d'espèces exotiques envahissantes (plantes, animaux, insectes ...). Ainsi le moustique tigre, vecteur de la Dengue, du Chikungunya et du Zika est déjà largement présent dans le sud de la France et s'implante progressivement et inéluctablement dans les régions plus septentrionales.

Il est implanté dans la région Grand-Est et aux frontières de la région (accès à la cartographie des foyers : [www.signalement-moustique.fr/](http://www.signalement-moustique.fr/)).

Le département du Bas-Rhin a ainsi été classé le 20 novembre 2015 par arrêté interministériel au niveau « albopictus 1 », départements où le moustique est considéré comme présent.

**Les moustiques ont besoin de très faibles quantités d'eau stagnantes pour se reproduire.** Aussi, l'urbanisation et les modes de vie actuels favorisent le développement des gîtes larvaires, lieux propices à la prolifération des moustiques.

En effet, l'aménagement des quartiers et les techniques constructives ou architecturales (terrasses sur plot, miroir d'eau non entretenu, récupération d'eau de pluie, gouttières, siphons, regards, bondes, rigoles, avaloirs et évacuations mal conçus ou difficiles d'entretiens, ...) créent une multitude de réservoirs d'eau stagnante (gîtes) favorables à la ponte.

**Le projet d'aménagement doit donc intégrer ce nouveau risque sanitaire en réfléchissant aux meilleures techniques disponibles qui empêchent ou limitent les eaux stagnantes** (pentes plus importantes, terrasses carrelées et non sur plot, mise hors d'eau etc ...) ou qui limitent la prolifération des larves dans les sites où la stagnation d'eau ne peut être évitée (moustiquaires, possibilité de traiter, possibilité de curer ou réalisation d'un empoisonnement ou autres prédateurs – grenouilles pour les mares et plans d'eau).

**Il s'agit donc d'un enjeu à intégrer dans l'état initial de l'environnement et éventuellement dans les orientations d'aménagement et de programmation (OAP).**

#### **Application locale ■**

La présence du moustique tigre n'a pas, à ce jour, été signalée sur le territoire de Heiligenberg. La collectivité doit cependant rester vigilante.

### **B. Les risques technologiques et miniers (risques anthropiques)**

#### **Textes de référence ■**

- Code de l'urbanisme – article L.101-2

#### **Dispositions générales ■**

L'article L.101-2 du code de l'urbanisme dispose que les plans locaux d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer la prévention des risques miniers et technologiques.

#### **Application locale ■**

Sur la commune de Heiligenberg, ont été identifiés les risques ci-dessous :

### **B.1. Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)**

#### **Textes de référence ■**

- Loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement
- Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages
- Code de l'environnement – articles L.511-1, L.511-2, L.512-1 et suivants, L.515-1 et suivants, R.511-9, R.511-10, R.512-1 et suivants, R.515-2 et suivants

- Code rural – article L.111-3

## **Dispositions générales ■**

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains, est une installation classée pour la protection de l'environnement (IPCE).

Les activités relevant de la législation des installations classées sont énumérées dans une nomenclature qui les soumet à un régime d'autorisation ou de déclaration en fonction de l'importance des risques ou des inconvénients qui peuvent être engendrés. Cela concerne notamment les activités industrielles, agricoles et les exploitations de carrières.

Certaines ICPE génèrent des risques particuliers impliquant leur classement SEVESO, l'élaboration d'un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT), des mesures de restriction de l'urbanisation ou encore des périmètres d'isolement. Mais au-delà de ces cas particuliers, la présence de toute installation classée doit être prise en compte dans les projets d'urbanisation.

La liste des installations classées soumises à autorisation ou à déclaration est consultable sur le site internet Georisques :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>

### **a) Les installations classées industrielles**

Certains établissements génèrent dans leur voisinage des risques impliquant des mesures de restriction de l'urbanisation qui se traduisent par l'institution de périmètres de danger. Ils font l'objet, de la part de l'État, de porter-à-connaissance spécifiques qui contiennent des recommandations en matière d'urbanisation. Ces recommandations doivent être traduites dans le document d'urbanisme afin d'assurer la sécurité des personnes et des biens.

Les autres établissements, même s'ils ne sont pas soumis à des périmètres de danger, sont néanmoins susceptibles de générer des nuisances ou des dangers vis-à-vis de leur environnement (nuisances sonores, rejets atmosphériques, risques d'incendie, etc). Il apparaît donc souhaitable de ne pas augmenter la population exposée en autorisant la construction de nouvelles habitations à proximité immédiate de ces sites industriels.

### **b) Installations classées agricoles**

Lors de la création de ce type d'établissement classé, la réglementation prévoit que les bâtiments respectent une distance minimale de 100 mètres vis-à-vis des habitations (hormis les logements occupés par des personnels de l'installation et gîtes ruraux dont l'exploitant à la jouissance), stades, campings agréés et zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

L'article L.111-3 du code rural introduit la réciprocité des distances d'éloignement à respecter entre bâtiments agricoles abritant des élevages et habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers. Elle prévoit en effet les mêmes contraintes lorsque ce sont des tiers qui doivent s'implanter à proximité de bâtiments d'élevage existants et de leurs annexes. Ces distances d'éloignement visent à éviter les conflits générés par des

exploitations trop proches des habitations.

Une vérification doit être effectuée par la commune au moment du dépôt des dossiers de permis de construire.

### Application locale ■

À ce jour, 1 établissement a été répertorié sur la commune de Heiligenberg :

Nom établissement	Commune	Régime Seveso
Scierie SIAT-BRAUN	HEILIGENBERG	Non Seveso

## ***B.2. Le risque lié au transport de matières dangereuses***

### Textes de référence ■

- Arrêté du 29 mai 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »)
- Arrêté du 15 décembre 2016 modifiant l'arrêté « multfluides » du 5 mars 2014
- Note technique du 7 janvier 2016 relative à l'institution des SUP prenant en compte les dangers des canalisations de transport
- Circulaires BSEI n°06-254 du 4 août 2006 et BSEI n°07-205 du 14 août 2007 relatives au porter à connaissance à fournir dans le cadre de l'établissement des documents d'urbanisme en matière de canalisations de transport de matières dangereuses (si canalisation)

### Dispositions générales ■

Le risque lié au transport de matières dangereuses est en général consécutif à un accident qui se produit lors du transport de matières dangereuses par voie routière, ferroviaire, aérienne, voie d'eau ou par canalisation. Ce risque peut entraîner des conséquences graves pour la population, les biens ou l'environnement. Compte tenu de la diversité des produits transportés et des destinations, un accident peut survenir pratiquement n'importe où dans le département.

#### **a) Transport de matières dangereuses par route**

Afin d'éviter la survenue d'accidents lors du transport de matières dangereuses par route, ce transport est régi par l'accord Européen ADR transcrit par l'arrêté du 29 mai 2009 modifié.

Cette réglementation n'implique pas de contraintes spécifiques pour les documents de planification. Toutefois, il convient de s'interroger sur la pertinence de prévoir des développements urbains importants ou des équipements sensibles dans les zones les plus exposées.

## **b) Transport de matières dangereuses par voie ferrée**

Pour éviter et minimiser les effets nocifs, liés à la survenue d'un accident, lors du transport de matières dangereuses par voie ferrée, ce transport est régi par le règlement européen RID transposé par l'arrêté du 29 mai 2009 modifié.

Cette réglementation n'implique pas de contraintes spécifiques pour les documents de planification. Toutefois, il convient de s'interroger sur la pertinence de prévoir des développements urbains importants ou des équipements sensibles dans les zones les plus exposées.

### **Application locale ■**

La commune de Heiligenberg est traversée par des voies routières et des voies ferrées sur lesquelles le transport de matières dangereuses est autorisé. Elle est par conséquent soumise au risque consécutif à un accident qui pourrait survenir lors du transport de tels produits.

## **c) Transport de matières dangereuses par canalisation**

Le mode de transport par canalisation présente des garanties de sécurité mais peut néanmoins comporter des risques (endommagement, percement) qu'il convient de maîtriser.

L'arrêté ministériel du 05 mars 2014 définit les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et porte règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques.

Il expose les différentes règles relatives à la conception, la construction, la mise en service, l'exploitation, la surveillance, la maintenance, les modifications et l'arrêt temporaire ou définitif d'exploitation des canalisations mentionnées à l'article L. 555-1 du code de l'environnement ainsi que des règles relatives à la maîtrise de l'urbanisation.

Par ailleurs, les installations de transport de matières dangereuses par canalisations font l'objet, de la part de leur exploitant d'un Plan de Surveillance et d'Intervention (PSI), en vue de réduire les probabilités d'agressions externes involontaires et de réagir efficacement en cas d'accident.

### **Application locale ■**

La commune de Heiligenberg est traversée par une canalisation de transport de gaz gérée par Gaz de Strasbourg. Celle-ci ne génère cependant pas de servitude d'utilité publique.

### **B.3. La pollution des sols**

#### **Textes de référence ■**

- Code de l'environnement – article L.125-6
- Circulaire du 8 janvier 2007 relative à la gestion des sites et sols pollués
- Article 173 de la loi ALUR
- Décret du 26 octobre 2015 relatif aux secteurs d'information sur les sols portant diverses dispositions sur la pollution des sols et les risques miniers
- Décret du 9 octobre 2017 modifiant les articles R.125-44, R.512-80 et R.556-3 du code de l'environnement et R.441-8-3 du code de l'urbanisme
- Circulaire du 19 avril 2017 relative aux sites et sols pollués

#### **Dispositions générales ■**

La conservation de la mémoire d'un site pollué ou susceptible de l'être et l'information des opérateurs et aménageurs sont nécessaires pour éviter qu'un site, actuellement sans impact, ne le devienne par suite de travaux ou de nouveaux usages inappropriés.

#### **1- Le PLU doit recenser au rapport de présentation, les sites et sols pollués ou potentiellement pollués (sites ayant accueilli une activité).**

La collectivité peut, pour ce faire s'appuyer sur :

- Les recensements effectués par l'État: servitudes d'utilité publique relatives à des terrains pollués, liste des secteurs d'information sur les sols (SIS) répertoriant « les terrains où la connaissance de la pollution des sols justifie notamment en cas de changement d'usage, la réalisation d'études de sols (sondages etc) et de mesures de gestion de la pollution » (art L.125-6 du code de l'environnement), le portail Géorisque (regroupant les bases de données SIS, CASIAS et BASOL) accessible sous <https://www.georisques.gouv.fr/accueil-collectivite>
- Les éventuels recensements des anciennes décharges communales ou de zones de dépôt sauvage de déchets, ou toute autre source d'information concernant la pollution du milieu souterrain.

À noter que le bilan Industrie et Environnement en Alsace, accessible sous <https://www.industrie-environnement-grandest.fr/>, récapitule les principales données concernant l'impact de l'industrie sur l'environnement (rejets, risques, etc), leur historique et leur évolution. En particulier, les principaux sites émetteurs de pollution y sont répertoriés.

#### **2- Les secteurs et/ou sites faisant l'objet d'une pollution des sols ou devant faire l'objet d'études supplémentaires peuvent être représentés au plan de zonage du PLU :**

- soit par la création d'une trame graphique ;
- soit par un sous-zonage spécifique afin de repérer les sites pour lesquels la réalisation d'une étude de sol, telle que celle prévue par les articles R.556-1 et R.556-2 du code de l'environnement, et de l'attestation prévue par les articles R.431-16 et L.410-1 du code de l'urbanisme seront exigibles préalablement à l'octroi des autorisations d'urbanisme.

Il convient de s'assurer, préalablement au reclassement de ces secteurs, que l'état des terrains est compatible avec les nouveaux usages envisagés (habitations, parc, jardins ouvriers,...) et en cas d'incompatibilité, déterminer les conditions d'utilisation (dépollution, restriction d'usage, mesures de protection, servitudes d'utilité publique...)

L'ensemble des textes de référence et des derniers outils méthodologiques à appliquer sont notamment disponibles sur : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites-et-sols-pollues>.

*Si une pollution avérée est identifiée dans le cadre d'un projet de reconversion de friche il faut ajouter le paragraphe suivant :*

*Une pollution avérée étant identifiée dans le cadre du projet de reconversion de la friche xxx, le PLU doit également :*

- faire état de cette pollution de préférence après démolition des bâtiments existants. Il convient de noter qu'une démolition d'un bâtiment peut occasionner de nouvelles sources de pollution ;
- prendre en compte le voisinage de la pollution et éventuellement les voies de transferts potentiels ;
- recenser les études disponibles (diagnostic environnemental, évaluation quantitative des risques sanitaires, plan de gestion,...) et exposer leurs conclusions ainsi que les mesures de gestion envisagées ;
- fournir des renseignements sur les risques éventuels liés aux pollutions des sols et de la nappe et d'autre part, mentionner les mesures nécessaires à la mise en compatibilité du site pour un usage d'habitation ;
- apporter les éléments démontrant que l'urbanisation de ces terrains est possible malgré la pollution.

**3- La partie écrite du règlement doit également respecter les servitudes d'utilité publique existantes et relatives au terrain pollué.**

**4- Les risques liés à la pollution des sols peuvent être pris en compte au travers des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),** ces dernières pouvant utiliser les informations disponibles dans les études et le plan de gestion de la pollution au travers de la localisation des bâtiments, des usages envisagés et du phasage des opérations.

**Il est rappelé que, conformément à la circulaire interministérielle du 08/02/2007, la construction d'établissements accueillant des enfants et des adolescents (crèches, écoles...) doit être évitée sur des terrains pollués.**

#### **B.4. Les autres risques**

##### **- La protection contre l'exposition aux produits phytosanitaires**

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 a prévu



l'application de mesures renforcées afin de protéger les personnes vulnérables lors de l'application de produits phytopharmaceutiques.

Ainsi, en vertu de l'article L.253-7-1 du code rural et de la pêche maritime issu de cette loi, « en cas de nouvelle construction d'un établissement mentionné au présent article à proximité d'exploitations agricoles, le porteur de projet prend en compte la nécessité de mettre en place des mesures de protection physique.

Les lieux et établissements concernés par ces dispositions sont :

- les établissements scolaires, les crèches, les haltes-garderies et centres de loisirs ainsi que les aires de jeux destinées aux enfants dans les parcs, les jardins et espaces verts ouverts au public ;
- les centres hospitaliers et hôpitaux, les établissements de santé privés, les maisons de santé, les maisons de réadaptation fonctionnelle, les établissements qui accueillent ou hébergent des personnes âgées et les établissements qui accueillent des personnes adultes handicapées ou des personnes atteintes de pathologie grave.

Les dispositions de l'instruction technique de la Direction générale de l'alimentation du 27/01/2016 présentent des mesures de protection à mettre en place à proximité des lieux accueillant des personnes vulnérables, afin de les protéger lors de l'application de produits phytosanitaires.

Ces dispositions de protection seront, le cas échéant, à mentionner au rapport de présentation ainsi qu'éventuellement dans les OAP.

Ainsi, en application de l'article L.151-7 7° du code de l'urbanisme, les OAP peuvent définir les conditions dans lesquelles les projets de construction et d'aménagement situés en limite d'un espace agricole intègrent un espace de transition végétalisé non artificialisé entre les espaces agricoles et les espaces urbanisés, ainsi que la localisation préférentielle de cet espace de transition.

**Le règlement du PLU devra quant à lui être complété et comporter des mesures constructives comme l'implantation de haies anti-dérive.**

Concernant les zones à vocation d'habitation existantes ou projetées contiguës aux zones agricoles, l'élaboration du PLU peut également être l'occasion pour la collectivité et les exploitants concernés de mettre en place des mesures de protection mentionnées dans la note susvisée, telle que l'implantation de haies anti-dérive.

## **C. La lutte contre le bruit**

### **Textes de référence ■**

- Loi n°92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit
- Code de l'environnement – articles L.571-1 et suivants, R.571-1 et suivants
- Code de l'urbanisme – articles L.101-2, L.112-3 et suivants, R.112-1 et suivants

### **Dispositions générales ■**

La lutte contre le bruit a pour objet de « de prévenir, supprimer ou limiter la pollution sonore, soit l'émission ou la propagation des bruits ou des vibrations de nature à présenter des dangers, à causer un trouble excessif aux personnes, à nuire à leur santé ou à porter atteinte à l'environnement (extrait de l'article L.571-1 du code de l'environnement).

Les nuisances sonores ont pour principale origine les infrastructures de transports terrestres et aériens mais peuvent également être occasionnées par les activités économiques ou des comportements (bruit de voisinage, comportements « générationnels »).

Le document d'urbanisme doit déterminer les conditions permettant d'assurer la prévention des nuisances de toute nature. Il est un outil permettant de prendre en compte en amont les contraintes acoustiques liées à l'implantation des voies de circulation, d'activités industrielles, artisanales, commerciales ou d'équipements de loisirs. Une réflexion à ce stade permet d'apporter des réponses efficaces et économiques et de prévenir ainsi les impacts sur la santé.

Ainsi, la présence des infrastructures bruyantes telles que les voies de circulation ou potentiellement bruyantes telles que les salles de spectacle, les lieux diffusant de la musique amplifiée, les aires de jeu pour enfants, les équipements sportifs, ..., nécessite d'être prise en compte au moment de la délimitation des zones à vocation d'habitation afin de ne pas exposer les habitants aux nuisances occasionnées du fait de leur proximité.

Les secteurs les plus affectés par le bruit des transports et éloignés des zones d'habitat pourraient être réservés à la concentration de nouvelles activités bruyantes et interdits à la construction de bâtiments ou espaces publics les plus sensibles.

La lutte contre le bruit devra également être prise en compte dans les nouveaux déplacements que créeront les ouvertures à l'urbanisation. Il y aura lieu de limiter les déplacements, de prévoir des aménagements spécifiques pour les modes de déplacement « doux » et favoriser le développement des transports collectifs.

A noter que le Guide "PLU et Bruit - La boîte à outils de l'aménageur" permet d'apporter une réponse aux objectifs de réduction des nuisances sonores. Il propose aux élus et aux techniciens chargés de l'élaboration des PLU (ou PLUi) une gamme d'outils adaptables en fonction de la taille de la commune et de l'enjeu des nuisances sonores : <http://social-sante.gouv.fr/IMG/pdf/plu06.pdf>

La loi du 31 décembre 1992 sur le bruit a fixé le premier cadre législatif en la matière en prévoyant notamment le classement des infrastructures de transports terrestres. Ce premier dispositif a été complété à partir de 2006, suite à l'adoption de la directive européenne n°2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à la gestion du bruit dans l'environnement.

#### **a) Les infrastructures de transport terrestre bruyantes**

En application de l'article L.571-10 du code de l'environnement, les infrastructures de transports terrestres sont classées par arrêté préfectoral du 28 juin 2019, modifiant l'arrêté du 19 août 2013, en 5 catégories selon le niveau de bruit qu'elles engendrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante.

Les infrastructures concernées sont les suivantes :

- les routes et rues écoulant plus de 5 000 véhicules par jour,
- les voies de chemin de fer interurbaines de plus de 50 trains par jour,
- les voies de chemin de fer urbaines de plus de 100 trains par jour,
- les lignes de transport en commun en site propre de plus de 100 autobus ou rames par jour.

De part et d'autre d'une infrastructure classée s'étend une zone de bruit, dont la largeur maximum est de 300 mètres. La largeur de la zone dépend de la catégorie de l'infrastructure : 300 m en catégorie 1, 250 m en catégorie 2, 100 m en catégorie 3, 30 m en catégorie 4 et 10 m en catégorie 5.

Dans les zones de bruit ainsi définies, la réglementation impose, lors de la construction de bâtiments nouveaux, des prescriptions d'isolement acoustique de façade qui doivent être respectées par les constructeurs.

La prise en compte de ce classement par le PLU est définie à l'article R.151-53 du code de l'urbanisme. Elle s'effectue comme suit :

**Les annexes du PLU indiquent, à titre d'information, sur un ou plusieurs documents graphiques, le périmètre des secteurs affectés par le bruit au voisinage des infrastructures de transports terrestres. Elles comprennent également les prescriptions d'isolement acoustique édictées en application des articles L.571-9 et L.571-10 du code de l'environnement.**

**Les annexes doivent également porter référence de l'arrêté préfectoral du 28 juin 2019 et indication des lieux où il peut être consulté, c'est-à-dire à la mairie, à la Direction Départementale des Territoires et à la Préfecture.**

### Application locale ■

L'arrêté préfectoral du 28 juin 2019 recense et classe les infrastructures de transports terrestres suivantes sur le territoire la commune de Heiligenberg :

Infrastructure concernée	Débutant à	Finissant à	Catégorie	Largeur de part et d'autre de la voie
D1420	D804 WISCHES	Echangeur Floessplatz	3	100
D1420	Echangeur Floessplatz	D217 GRESSWILLER	2	250

## **D. Le traitement des déchets**

### **Textes de référence ■**

- Code de l'environnement – article L.541-2
- Loi NOTRe du 7/08/2015
- Ordonnance n°2016-1028 du 27/07/2016

### **Dispositions générales ■**

*« Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion »* (extrait de l'article L.541-2 du code de l'environnement).

Les déchets peuvent constituer un risque pour l'environnement et la santé de l'homme ainsi qu'une source de nuisances pour les populations. Pour répondre à ces préoccupations et organiser la gestion des déchets à une échelle plus vaste que la commune, le code de l'environnement a prévu l'élaboration de plans qui définissent les modalités de traitement des déchets devant être appliquées sur les différentes parties du territoire. La planification de la gestion des déchets non dangereux relevait traditionnellement des Départements, celle de la gestion des déchets dangereux des Régions. En 2015, la loi NOTRe a confié la planification de l'ensemble des déchets aux régions qui coordonnent désormais les actions entreprises par l'ensemble des parties concernées.

### **Application locale ■**

Le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND) et le Plan Régional d'Élimination des Déchets Dangereux (PREDD) ont respectivement été adoptés par le Conseil Départemental du Bas-Rhin le 9 décembre 2013 et par le Conseil Régional d'Alsace le 11 mai 2012.

Tous deux constituent depuis l'approbation du SRADDET un plan unique régional figurant en annexe 7 dudit SRADDET.

**Le plan local d'urbanisme doit décrire l'organisation de la collecte et du traitement de l'ensemble des déchets mis en œuvre sur le territoire de la commune de Heiligenberg.**

## **E. La défense incendie**

### **Textes de référence ■**

- Code général des collectivités territoriales – articles L.1424-7, L.2212-2, R.1424-38 R.2225-3
- Code forestier – article L.131-16-1
- Code de l'environnement – articles L.567-4 à L.567-6-III
- Décret n°2015-235 du 27 février 2015 relatif à la défense extérieure contre l'incendie
- Arrêté préfectoral du 15 février 2017 adoptant le R.D.D.E.C.I.
- Arrêté du 15 décembre 2015 fixant le référentiel national de la défense extérieure contre l'incendie, et son annexe

## Dispositions générales ■

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) a pour objet d'assurer l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours ; c'est une police administrative spéciale placée sous l'autorité du maire ou du président de l'EPCI.

La DECI, créée par la loi du 17 mai 2011, est mise en œuvre par le décret du 27 février 2015 qui prévoit la mise en place d'un règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI), élaboré à partir d'un référentiel national défini par l'arrêté du 15 décembre 2015. <http://www.interieur.gouv.fr/Le-ministere/Securite-civile/Documentation-technique/La-defense-exterieure-contre-l-incendie>).

Les règles sont donc désormais fixées par arrêté préfectoral, au niveau départemental après concertations locales.

Ces règles sont ensuite déclinées au niveau communal ou intercommunal ; le maire ou le président de l'EPCI a en effet 3 ans à compter de la publication du RDDECI pour prendre un arrêté de DECI.

Ce dispositif précise les compétences des différents intervenants et les conditions de participation de tiers à ce service. Il met en place une approche tenant compte des risques identifiés et des sujétions de terrain. Il ne détermine pas des capacités en eau mobilisées de façon homogène sur l'ensemble du territoire mais fixe une fourchette de ressources en eau devant être disponibles en fonction des risques. Il définit la notion de points d'eau incendie et les opérations de contrôle dont ils font l'objet.

Les quantités d'eau de référence, les durées de mobilisation et la disponibilité (instantanée ou non) des ressources en eau pour les bâtiments à risque courant sont analysées, précisées et adaptées pour chaque département au sein du R.D.D.E.C.I. .

Dans les zones insuffisamment équipées, l'autorisation de construire est subordonnée à la création d'ouvrages nécessaires à la lutte contre l'incendie. L'ensemble des secteurs urbanisés ainsi que les zones constructibles doivent être desservis.

Au-delà du risque courant, les normes à appliquer dépendent des caractéristiques du secteur à desservir. En ce qui concerne les établissements à risque élevé, le nombre et le volume de ces ouvrages devront être appréciés en tenant compte, notamment, de la nature et de l'importance des constructions.

**Le R.D.D.E.C.I, ainsi que ses annexes, le guide technique et le guide à l'usage des maires, des présidents d'EPCI et de l'Eurométropole de Strasbourg ont été adoptés par arrêté du préfet du Bas-Rhin du 15 février 2017. Ils sont consultables sur le site de la Préfecture du Bas-Rhin aux adresses suivantes :**

<http://www.bas-rhin.gouv.fr/content/download/29324/201143/file/R%C3%A8glement+DDECI.pdf>

<http://www.bas-rhin.gouv.fr/content/download/29323/201139/file/Guide+technique+deci.pdf>

<http://www.bas-rhin.gouv.fr/content/download/29322/201135/file/Guide+%C3%A9lus+deci.pdf>

La loi n°2023-580 du 10 juillet 2023 visant à renforcer la prévention et la lutte contre l'intensification et l'extension du risque incendie prévoit l'élaboration d'une cartographie accompagnée d'une liste des communes exposées à un danger élevé ou très élevé de feux. Si le territoire d'une commune fait partie de cette liste mais n'est pas couvert par un plan de prévention des risques d'incendies de forêt (PPRif), le préfet pourra délimiter une partie

du territoire de la commune exposée à un danger élevé ou très élevé de feux comme « zone de danger », valant servitude d'utilité publique, avec pour conséquences un certain nombre d'interdictions ou de limitations en matière de construction.

### **Application locale ■**

Dans le cadre réglementaire défini ci-dessus, **le maire ou le président de l'EPCI devra, au regard du parti d'aménagement retenu, s'assurer de la suffisance et de la disponibilité des ressources en eau pour la lutte contre l'incendie.**

## **F. Exposition aux ondes électromagnétiques**

### **Textes de référence ■**

- Recommandations de l'Union Européenne du 12 juillet 1999
- Arrêté du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électriques (article 12bis- transcription de la recommandation)
- Instruction ministérielle du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transport d'électricité

### **Dispositions générales ■**

Le passage de l'électricité dans une ligne à haute tension crée automatiquement des champs électromagnétiques d'extrêmement basse fréquence dans son voisinage immédiat.

Les valeurs limites d'exposition à ces champs, proposées par la recommandation du Conseil de l'Union Européenne du 12 juillet 1999 et reprises en droit français dans l'article 12bis de l'arrêté du 17 mai 2001, devant être respectées sont les suivantes :

- la valeur du champ électrique n'excède pas 5 kV/m,
- la valeur du champ magnétique associé n'excède pas 100µT.

Dans son avis et son rapport d'expertise collective du 29 mars 2010 sur les champs électromagnétiques d'extrêmement basse fréquence, l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire

de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) estime « qu'il est justifié, par précaution, de ne plus augmenter le nombre de personnes sensibles exposées autour des lignes de transport d'électricité à très haute tension et de limiter les expositions ». Plus précisément l'ANSES propose la création d'une zone d'exclusion de nouvelles constructions d'établissements recevant du public (hôpitaux, écoles, etc.) qui accueillent des personnes sensibles (femmes enceintes, enfants...) d'au minimum 100m de part et d'autre des lignes de transport d'électricité à très hautes tensions.

Corrélativement, les futures implantations des lignes à très hautes tensions devront être écartées de la même distance de ces établissements. Cette zone peut être réduite en cas d'enfouissement de la ligne.

L'instruction ministérielle du 15 avril 2013 relative à l'urbanisme à proximité des lignes de transports d'électricité, recommande de ne pas implanter de nouveaux établissements sensibles dans les zones exposées à un champ magnétique supérieur à 1µ.

Les établissements sensibles cités dans l'instruction sont les hôpitaux, maternités, établissements accueillant des enfants tels que crèches, maternelles, écoles primaires.

Pour en savoir plus, un guide est téléchargeable à l'adresse suivante :

<http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/activites-humaines/article/exposition-aux-ondes>

### **Application locale ■**

Votre commune est traversée par une ligne à haute tension ( $\geq 50$  kV).

Une attention particulière sur les risques de santé liés à la proximité de cette ligne doit donc être portée dans le cadre de l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation.

Ainsi, pour les secteurs traversés par ces lignes, le rapport de présentation devra démontrer la compatibilité sanitaire d'éventuels projets d'urbanisation avec la présence des lignes électriques (exemples : travaux de relocalisation ou d'enfouissement des lignes électriques prévus en lien avec le gestionnaire du réseau, niveaux de champs électromagnétiques attendu sous et aux abords des lignes, réalisation de mesures de champ attestant du respect des valeurs réglementaires, distances de sécurité...).

### III. EAU

Les fondements de la politique de l'eau actuelle sont essentiellement issus de trois lois :

- la loi sur l'eau du 16 décembre 1964 qui a organisé la gestion décentralisée de l'eau par bassin versant, créé les agences de l'eau et les comités de bassin,
- la loi sur l'eau du 3 janvier 1992 qui a consacré l'eau en tant que « patrimoine commun de la Nation », ; elle a renforcé l'impératif de protection de la qualité et de la quantité des ressources en eau, et a mis en place de nouveaux outils de la gestion des eaux par bassin : les SDAGE et les SAGE,
- la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006.

Par ailleurs, une grande partie de la réglementation française découle des directives européennes et notamment de la directive cadre sur l'eau qui a été transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004.

Ces modernisations et compléments successifs de la réglementation ont eu pour objectif de répondre aux enjeux fondamentaux que sont :

- l'accès à l'eau potable et à l'assainissement des eaux usées pour tous ;
- la prévention des risques liés à l'eau ;
- la préservation des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
- la prévention des pollutions permanentes et accidentelles ;
- le développement durable des activités liées à l'eau (industrie, loisirs, transport...) ;
- l'assurance d'une production agro-alimentaire ayant des impacts limités sur le milieu et les ressources.

#### **A. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de gestion des Eaux (SDAGE)**

##### **Textes de référence ■**

- Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'Eau
- Code de l'environnement – articles L.212-1 à L.212-2-3, R.212-1 à R.212-25
- Code de l'urbanisme – articles L.131-1 et suivants
- SDAGE Rhin-Meuse révisé le 18 mars 2022

##### **Dispositions générales ■**

Institués par la loi sur l'Eau de 1992, les SDAGE sont des instruments de planification qui fixent au niveau de chaque bassin hydrographique les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux. Le SDAGE constitue le cadre légal et obligatoire de mise en cohérence des choix de tous les acteurs du bassin dont les activités ou les aménagements ont un impact sur la ressource en eau.

En application de l'article L.131-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du PLU doivent être compatibles avec le Schéma de Cohérence Territoriale, qui doit lui-même être



compatible avec les orientations et les objectifs du SDAGE.

## **Application locale ■**

L'Alsace est couverte par le SDAGE Rhin-Meuse, approuvé le 18 mars 2022.

Les orientations fondamentales du SDAGE pouvant trouver une application dans les documents d'urbanisme sont les suivantes » :

- Assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité :
  - en prenant, en amont des captages d'eau destinée à la consommation humaine, des mesures préventives permettant de limiter et de réduire significativement les traitements ainsi que les substitutions de ressources
  - en donnant la possibilité aux collectivités, complément des périmètres de protection des captages, de prévoir, dans le PLU un zonage couvrant l'Aire d'alimentation de captage (incluant l'ensemble du bassin versant du captage) dans lequel elles peuvent instituer un droit de préemption au même titre que dans les périmètres de protection rapprochée des captages
- Veiller à une bonne gestion des systèmes d'assainissement, publics et privés et des boues d'épuration
- Améliorer la prise en compte des eaux pluviales dans les zones urbanisées et à urbaniser, en privilégiant, si possible, les techniques alternatives (préférentiellement fondées sur la nature). Ces zones doivent pouvoir être entretenues sans l'usage de produits phytosanitaires.
- Préserver les zones humides en garantissant leur prise en compte dans les documents de planification.
- Rechercher la diminution des volumes à traiter en limitant l'imperméabilisation des surfaces et en déconnectant des réseaux urbains, les apports d'eau pluviale de bassins versants extérieurs aux agglomérations
- Limiter le rejet des eaux pluviales dans les cours d'eau, encourager l'infiltration ;
- Restaurer ou sauvegarder les fonctions naturelles des milieux aquatiques, et notamment la fonction d'auto-épuration (préserver les zones de mobilité des cours d'eau) ;
- Dans des situations de déséquilibre quantitatif sur les ressources ou les rejets en eau, limiter l'impact des urbanisations nouvelles et des projets nouveaux (orientations concernant les eaux pluviales) ;
- Préserver de toute urbanisation les parties de territoire à fort intérêt naturel (zone de mobilité des cours d'eau, végétation rivulaire, zone humide remarquable / ordinaire).

Le SDAGE est téléchargeable sur internet à l'adresse suivante :

<https://www.eau-rhin-meuse.fr/les-sdage-des-districts-rhin-et-meuse-2022-2027>

## **B. L'alimentation en eau potable**

### **B.1. Captages publics d'eau destinée à la consommation humaine et périmètres de protection associés**

## Textes de référence ■

- Code de la santé publique – articles L.1321-1 à L.1321-10, R.1321-1 et suivants
- Code général des collectivités territoriales – articles L.2224-7 et suivants, D.2224-5-1 et suivants

## Dispositions générales ■

Selon l'article L.1321-1 du code de la santé publique, « *toute personne qui offre au public de l'eau en vue de l'alimentation humaine est tenue de s'assurer que cette eau est propre à la consommation* ».

Une des orientations fondamentales du SDAGE Rhin-Meuse est d'assurer à la population, de façon continue, la distribution d'une eau potable de qualité. Il s'agit notamment de prendre des mesures préventives en amont des captages d'eau destinée à la consommation humaine, permettant de limiter et de réduire les traitements ainsi que les substitutions de ressources.

Le principe général actuellement adopté dans les déclarations d'utilité publique relatives à l'exploitation et à la protection des captages d'alimentation en eau potable est d'interdire toute nouvelle activité à risque (infrastructure de transport, zones d'urbanisation future à vocation d'habitation, de loisirs, ou d'activités...) à l'intérieur des périmètres de protection rapprochée des captages d'eau potable. Le projet communal traduit dans le PLU doit être cohérent avec ces protections.

## Application locale ■

La commune de Heiligenberg est soumise aux servitudes d'utilité publique résultant de l'instauration des périmètres de protection « éloignée » du captage N°BSS02713X0086-Forage Gresswiller déclaré d'utilité publique (DUP) par l'arrêté préfectoral du 15/05/1995, gérés par la communauté de communes de la Région Molsheim-Mutzig.

Une cartographie des captages publics précisant ces périmètres est jointe en **annexe 4**. L'arrêté déclaratif d'utilité publique est joint en **annexe 5**.

En vertu de l'article L.151-43 du code de l'urbanisme, **il convient d'annexer ces servitudes (AS1) au PLU**.

**Le règlement dans sa partie graphique et écrite devra en outre respecter les dispositions de l'arrêté de DUP.**

Enfin, **devront figurer en annexe du PLU, les schémas des réseaux d'eau, en précisant les emplacements retenus pour le captage, le traitement et le stockage des eaux** destinées à la consommation humaine (art. R.151-51 à R.151-53 du CU).

Devra par ailleurs figurer en annexe, s'il est institué, le **droit de préemption dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau** destinée à l'alimentation des collectivités humaines, visant à préserver la qualité de la ressource en eau.

Enfin, Les cimetières situés dans les périmètres de protection rapprochée de captages pourront être utilement identifiés sur le document graphique, et leur date de création inscrite dans le rapport de présentation.

Ces indications doivent permettre de porter une vigilance particulière (*entretien du cimetière*) vis-à-vis des captages d'eau destinée à la consommation humaine dont la qualité de l'eau peut être dégradée par la présence de cimetières de plus de 15 ans en zone urbaine et 30 ans en zone rurale.

### **B.2. Contrôle sanitaire des eaux**

Les résultats du contrôle sanitaire de la qualité de l'eau potable commune par commune et pour chaque réseau de distribution sont accessibles à l'adresse suivante :

[https://carto.atlasante.fr/1/ars\\_metropole\\_udi\\_infofactures.map](https://carto.atlasante.fr/1/ars_metropole_udi_infofactures.map)

### **B.3. Adéquation entre les projets et la ressource**

#### **Textes de référence ■**

- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse révisé le 18 mars 2022

#### **Dispositions générales ■**

L'ouverture à l'urbanisation d'un nouveau secteur ne peut pas être envisagée si l'alimentation en eau potable de ce secteur ne peut pas être effectuée dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur et si l'urbanisation n'est pas accompagnée par la programmation des travaux et actions nécessaires à la réalisation ou à la mise en conformité des équipements de distribution et de traitement.

Le principe énoncé ci-dessus figure dans l'orientation T5C-02 du SDAGE Rhin-Meuse.

Ainsi, le plan local d'urbanisme doit faire apparaître les conditions d'alimentation en eau de la commune (ressource, distribution, consommation). À partir de cet état des lieux, il doit établir l'adéquation entre les besoins en eau suscités par le développement de l'urbanisation prévu par le plan local d'urbanisme et les moyens mobilisables. Cette démarche doit prendre en compte tant les aspects qualitatifs que quantitatifs, en veillant à une gestion équilibrée de la ressource.

## **C. La gestion des eaux usées**

#### **Textes de référence ■**

- Code général des collectivités territoriales – articles L.2224-7 et suivants, D.2224-5-1 et suivants
- Code de la santé publique – articles L.1331-1 à L.1331-15
- Code de l'environnement L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, L.214-1 et suivants
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse révisé le 18 mars 2022
- Code de l'urbanisme – articles L.151-39 et R.151-53
- Arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et installations

d'assainissement non collectif, modifié par arrêté du 24 août 2017 et du 31 juillet 2020

## Dispositions générales ■

L'assainissement a pour objectif de protéger la santé et la salubrité publique ainsi que l'environnement contre les risques liés aux rejets des eaux usées et pluviales notamment domestiques. En fonction de la concentration de l'habitat et des constructions, l'assainissement peut être collectif ou non collectif. Les communes ont la responsabilité sur leur territoire de l'assainissement collectif et du contrôle de l'assainissement non collectif (compétence souvent transférée à l'EPCI).

En application de l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales, **la délimitation des zones en assainissement collectif et en assainissement non collectif doit être précisée :**

- Ce zonage d'assainissement peut être réalisé **indépendamment du PLU** et être annexé à ce dernier.
- Il peut également, en vertu de l'article L.151-39 du code de l'urbanisme, être **délimité dans le cadre du PLU**. Dans ce dernier cas, toute évolution du zonage d'assainissement entraîne l'engagement d'une procédure visant à faire évoluer le PLU, modification ou révision.

Les schémas des réseaux d'eau et d'assainissement existants ou en cours de réalisation sont à annexer au PLU, en vertu de l'article R.151-53 du code de l'urbanisme.

De manière générale, toute construction ou installation nouvelle doit obligatoirement évacuer ses eaux usées sans aucune stagnation et par des canalisations souterraines dans le réseau public d'assainissement en respectant ses caractéristiques (système unitaire ou séparatif). En l'absence de réseau collectif d'assainissement ou dans l'attente de celui-ci, toute construction ou installation doit diriger ses eaux usées vers un dispositif d'assainissement non collectif conforme à la réglementation et qui devra faire l'objet d'une autorisation préalable de la collectivité avant sa mise en place.

Les réseaux d'assainissement doivent être dimensionnés et développés conformément à la réglementation (code général des collectivités territoriales et code de la santé publique).

En matière d'urbanisme, il conviendra de veiller particulièrement à limiter les constructions dans les zones d'assainissement non collectif et, notamment, dans les secteurs où les terrains sont peu favorables à l'assainissement compte tenu de la nature des sols ou du manque d'exutoire.

Le choix des sites d'implantation des futures zones d'activités devra se faire de façon à ce que ces zones puissent être raccordées au réseau d'assainissement collectif. En effet, l'assainissement autonome tel que défini par l'arrêté du 7 septembre 2009, fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif, n'est pas envisageable pour les activités artisanales et industrielles produisant des effluents non domestiques, dans la mesure où seules des entreprises de taille importante peuvent elles-mêmes traiter intégralement leurs rejets ou assumer le coût de leur élimination en tant que déchet. Le raccordement au réseau public d'assainissement ne pourra toutefois se faire que si le réseau et la station d'épuration sont capables de traiter les eaux usées supplémentaires (capacité suffisante).

L'orientation T5C – O2 du SDAGE Rhin-Meuse révisé pose le principe d'une cohérence entre l'ouverture de nouvelles zones à l'urbanisation et les conditions de collecte et de traitement des eaux usées.

### **Application locale ■**

Le raccordement de la commune de Heiligenberg sur la station d'épuration de Molsheim est en cours de réalisation. Les travaux sont prévus pour durer jusqu'en 2028.

La situation des conformités des stations de traitement des eaux usées est disponible sur le portail d'information sur l'assainissement communal :

<http://assainissement.developpement-durable.gouv.fr/>

## **D. La gestion des eaux pluviales**

### **Textes de référence ■**

- Code général des collectivités territoriales – article L.2226-1
- Code de l'environnement L.181-1 et suivants, R.181-1 et suivants, L.214-1 et suivants
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse révisé le 18 mars 2022
- arrêté du 21 août 2008 relatif à la récupération des eaux pluviales et à leur usage.
- Arrêté du 21 juillet 2015 (article 5) relatif aux systèmes d'assainissement collectif et installations d'assainissement non collectif, modifié par arrêté du 24 août 2017 et du 31 juillet 2020

### **Dispositions générales ■**

Le développement de l'urbanisation s'accompagne toujours d'une perturbation, plus ou moins importante, du parcours local de l'eau, notamment parce que le prélèvement de ressources en eau est nécessaire pour assurer l'approvisionnement des nouvelles activités ou habitations et que l'imperméabilisation des sols modifie les conditions d'écoulement et d'infiltration des eaux.

Ces perturbations, cumulées dans le temps et dans un même bassin versant, ont parfois conduit à des situations de déséquilibre, de plus ou moins grande ampleur. Il s'agit donc d'éviter que de tels déséquilibres apparaissent sur des territoires encore non concernés.

En outre, l'imperméabilisation des sols entraîne une augmentation du ruissellement des eaux pluviales pouvant occasionner des inondations.

Il convient donc de favoriser l'infiltration des eaux pluviales autant que possible et limiter l'imperméabilisation des sols en favorisant les solutions fondées sur la nature.

Le SDAGE comporte des orientations et des dispositions relatives aux eaux pluviales. Il s'agit des orientations T2-03.3 et suivantes, T5A-05, T5A-05 – D1 et T5B – O1.3

### **Application locale ■**

Suivant les orientations nationales, une nouvelle doctrine régionale Grand Est relative à la gestion des eaux pluviales a été élaborée en février 2020 dont les principes à retenir pour mieux gérer les eaux de pluie sont :

- Infiltrer la pluie plutôt qu'imperméabiliser les sols ;
- Penser la gestion des petites pluies, les plus courantes, dans tout aménagement ;
- Prendre en considération toutes les intensités de pluie

## IV. PATRIMOINE NATUREL

Patrimoine commun de la nation, à la source de services indispensables rendus à l'Homme, la diversité des écosystèmes et des espèces qui compose notre patrimoine naturel est aujourd'hui menacée. Face au constat d'une érosion accélérée de la biodiversité, un ensemble de dispositifs a été mis en place en France pour tâcher de l'enrayer.

Les documents d'urbanisme déterminent les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces naturels, agricoles et forestiers. Ils déterminent également les espaces et sites naturels ou urbains à protéger et peuvent dans ce cas en définir la localisation et/ou la délimitation. Ils peuvent leur donner une reconnaissance juridique et les soustraire ainsi aux pressions les plus préjudiciables. De même, la prise en compte d'espaces perçus comme délaissés peut être l'occasion d'inverser le regard porté sur le territoire, notamment en considérant leurs enjeux écologiques.

Ainsi, il ne s'agit plus de protéger uniquement des îlots de nature au sein de territoires de plus en plus fragmentés, mais au contraire de mailler l'espace non urbanisé, en intégrant les milieux naturels, les espaces agricoles et les espaces de nature en milieu urbain.

Le PLU permet aujourd'hui de construire une armature écologique qui préserve la biodiversité et encadre les choix d'aménagement urbain. À cet effet, les acteurs locaux disposent d'un certain nombre d'outils et de documents établis à différentes échelles et qui présentent des valeurs juridiques différentes. Ils sont présentés ci-dessous.

### A. La protection des espèces

#### A.1. Les espèces menacées

##### Textes de référence ■

- Code de l'urbanisme – article L.101-2
- Code de l'environnement – articles L.411-1 et suivants, R.411-1 et suivants

##### Dispositions générales ■

À l'image de différentes dispositions internationales et communautaires, l'article L.411-1 du code de l'environnement prévoit un système de protection stricte des espèces de faune et de flore sauvages et de leurs habitats dont les listes nationales et régionales sont fixées par arrêté ministériel.

- Listes nationales :  
<http://inpn.mnhn.fr/reglementation/protection/listeProtections/national>

- Liste des espèces végétales protégées en Alsace complétant la liste nationale : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000181099&dateTexte=&categorieLien=id>

L'article L.411-1 du code de l'environnement prévoit, lorsque la situation biologique des espèces de faune et de flore sauvages le justifie, et en vue d'assurer leur conservation, des interdictions de différentes activités (capture, transport, perturbation intentionnelle ou commercialisation) sur les spécimens de telles espèces ainsi que sur leurs habitats.

L'autorité administrative peut, de façon exceptionnelle, au stade du projet, reconnaître un droit de dérogation à ces interdictions. Ces dérogations prévues par l'article L.411-2 du code de l'environnement ne sont délivrées que si le projet justifie d'un intérêt précis, qu'aucune solution alternative n'est possible et qu'il ne dégrade pas l'état de conservation des espèces concernées.

Pour les espèces parmi les plus menacées sont mis en place des plans nationaux d'actions (PNA), déclinés également au niveau régional (PRA), ayant pour objectifs une connaissance précise de l'état des populations de ces espèces, la bonne intégration des exigences de protection dans les différents secteurs d'activités, la mise en œuvre de bonnes pratiques de gestion des milieux au regard des exigences biologiques des espèces ainsi qu'une large information des publics sur les impératifs de conservation.

- Les plans nationaux d'action sont consultables en ligne, via le lien suivant: <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/plans-nationaux-dactions-en-faveur-des-especes-menacees>
- Les plans régionaux d'action sont consultables en ligne, via : <https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/plans-d-actions-r212.html>

Signalons qu'un certain nombre d'informations sur la présence d'espèces végétales ou animales peuvent être obtenues auprès de l'office des données naturalistes d'Alsace (ODONAT) : <https://www.odonat-grandest.fr/>

### **Application locale ■**

En Alsace, 16 espèces particulièrement menacées font l'objet de Plan Régionaux d'Action (PRA) et demandent ainsi une attention particulière en matière de planification et d'aménagement du territoire.

La commune de Heiligenberg est identifiée comme zone à enjeux pour le sonneur à ventre jaune. Le lien d'accès à la cartographie interactive est disponible sur le site internet de la DREAL pour identifier les zones de présence potentielle :

<https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/cartes-de-sensibilite-sur-les-especes-a19410.html>

Dans le rapport de présentation, l'état initial de l'environnement devra aborder ces enjeux afin qu'ils soient intégrés dans le projet communal.

## **B. La protection des espaces naturels**

Afin de préserver la diversité des milieux naturels, de nombreux outils de protection ont



été mis en place sur le territoire français. Les espaces protégés constituent des espaces géographiques définis, reconnus et gérés afin d'assurer à long terme la conservation du patrimoine naturel, des services écosystémiques et des valeurs culturelles qui leur sont associés. Ces espaces protégés peuvent avoir des degrés de protection plus ou moins forts (protection au titre de conventions et engagements européens et internationaux, protection réglementaire, inventaire patrimonial, protection contractuelle, protection par maîtrise foncière...).

Le document d'urbanisme devra être vigilant quant aux enjeux liés à ces différents outils de protection du patrimoine naturel et, le cas échéant, respecter la réglementation propre à ces espaces protégés en termes d'occupations et d'utilisations du sol admises ou interdites.

### **B.1. Les zones humides**

#### **Textes de référence ■**

- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992
- Code de l'environnement – articles L.211-1, L.211-1-1, R.211-108 à 109, R.214.1
- Code de l'urbanisme – article L.131-1 et suivants
- Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhin-Meuse révisé le 18 mars 2022

#### **Dispositions générales ■**

Les zones humides, milieux de transition entre terre et eau, constituent des espaces très riches sur le plan de la biodiversité. Elles favorisent la régulation des crues, des étiages, de la qualité de la ressource en eau et comportent une importante valeur culturelle et touristique. L'article L.211-1 du code de l'environnement les définit comme « *des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* » ;

Les zones humides figurent parmi les milieux naturels les plus dégradés et les plus menacés de disparition en France. Depuis le début du siècle dernier, près des deux tiers des zones humides ont disparu en métropole. Dans ce même laps de temps, l'Alsace a vu reculer de 50 % la surface de ses forêts alluviales et de 80 % la surface de ses prairies humides. Ce constat global a conduit l'État français à **déclarer d'intérêt général la préservation et la gestion durable des zones humides** (article L.211-1-1 du code de l'environnement).

La loi sur l'Eau du 3 janvier 1992, qui a instauré l'objectif de gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques, vise en particulier à assurer la préservation des zones humides. Elle prévoit la déclinaison de cet objectif dans les SDAGE, les SAGE et le régime général de la police de l'eau.

En conséquence, le principe de protection des zones humides est posé par le SDAGE Rhin-Meuse. En application de l'article L.131-1 du code de l'urbanisme, les dispositions du PLU doivent être compatibles avec le Schéma de Cohérence Territoriale, qui doit lui-même être compatible avec le SDAGE. Pour rappel, les dispositions de ces documents relatives aux zones humides sont les suivantes :

Le SDAGE définit deux types de zones humides :

- **Les zones humides remarquables (ZHR)**

Les zones humides remarquables ont été recensées en Alsace dans le cadre de deux inventaires réalisés en 1995 et 1996 sous la maîtrise d'ouvrage des Conseils Généraux. Cette classification se base sur la diversité et la rareté des habitats et des espèces, sur leur intérêt biogéographique, sur le degré de naturalité, de conservation et de représentativité du milieu et enfin sur la contiguïté avec des espaces remarquables. Les zones humides remarquables peuvent être surfaciques (tels les rieds, forêts alluviales, tourbières...) ou bien linéaires (tels les cours d'eau).

**Les ZHR sont à préserver strictement de toute imperméabilisation ou urbanisation.**

- **Les zones humides ordinaires**

Il n'existe pas à l'échelle de l'Alsace de cartographie exhaustive de ces zones. Toutefois, la cartographie des **Zones à Dominante Humide** fournit un zonage d'information relativement précis, permettant d'alerter les collectivités et les porteurs de projets sur la présence probable de zones humides.

Par ailleurs, le ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a initié en 2021 un programme de modélisation des milieux et zones humides, conduit par une équipe pluridisciplinaire constituée de PatriNat, de l'Inrae, de l'Institut Agro Rennes-Angers, de l'Université de Rennes 2 et de la Tour du Valat. Ce programme vise à :

- prélocaliser les milieux humides et les zones humides sur toute la métropole ;
- évaluer l'état des milieux humides en cartographiant les habitats par télédétection ;
- évaluer les fonctions avec des données satellitaires.

Une cartographie plus récente de pré-localisation des milieux humides et des zones humides est ainsi disponible depuis 2024.

Les données à visée indicative fournies par ces outils cartographiques pourront être précisées dans le cadre des études du PLU par des investigations complémentaires de terrain selon la méthode définie par l'arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.211-1 1° et R.211-108 du code de l'environnement.

Si ces investigations révèlent que les zones sont effectivement humides et présentent un intérêt écologique, le SDAGE pose le principe de leur préservation. Dans les autres zones humides (zones à intérêt hydraulique seulement), il sera possible d'autoriser des constructions sous réserve de ne pas nuire à la fonctionnalité de la zone.

Enfin, il convient de garder en mémoire que la destruction de toute zone humide nécessitera, au stade du projet, des démarches au titre de la Loi sur l'Eau, voire la mise en œuvre de mesures compensatoires.

## **Application locale ■**

Les zones humides remarquables suivantes ont été recensées sur le ban communal de Heiligenberg :

Nom de la zone humide remarquable	Type de zone humide (linéaire, surfacique)
Bruche (BV III)-Schirmeck-Aval Heiligenberg	linéaire
Vallée de la Bruche-Mutzig, Heiligenberg	surfacique

En **annexe 6** figure la carte des zones humides remarquables et en **annexe 7** celle des zones à dominante humide identifiées sur le ban de la commune. L'**annexe 8** présente la carte de pré-localisation des milieux humides et des zones humides réalisée par Patrinat.

## **B.2. Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF)**

### **Textes de référence ■**

- Code de l'environnement – article L.411-1-A

### **Dispositions générales ■**

L'inventaire des Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) a pour objectif d'identifier et de décrire des secteurs présentant de fortes capacités biologiques et un bon état de conservation. On distingue 2 types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type I qui représentent des secteurs de superficie en général limitée, caractérisés par leur intérêt biologique remarquable. Ces zones sont particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées ;
- Les ZNIEFF de type II qui s'apparentent à de grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, estuaire...) riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

Les ZNIEFF sont avant tout un outil de connaissance. Elles peuvent constituer une preuve de la richesse écologique des espaces naturels et de l'opportunité de les protéger. Elles n'ont pas en elles-mêmes de valeur juridique directe, mais sont un indicateur de la qualité des milieux naturels. La présence d'espèces protégées est hautement probable dans ces espaces. L'identification des ZNIEFF devra apparaître dans le rapport de présentation du PLU et être prise en compte par le projet communal.

### **Application locale ■**

Finalisé en 1986, l'inventaire Alsacien des ZNIEFF de première génération a permis l'identification de 248 ZNIEFF. Cet inventaire a été actualisé en 2015 afin d'améliorer l'état de connaissance, d'homogénéiser les critères d'identification de ces zones et de faciliter la diffusion de leur contenu. La démarche a été coordonnée par la DREAL Grand Est sous la responsabilité scientifique du Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN).

Afin de compléter ces données, l'article L.411-1 A du code de l'environnement, issu de la loi biodiversité du 8 août 2016 demande aux maîtres d'ouvrage publics ou privés de contribuer à l'inventaire par la saisie ou par le versement de données brutes de biodiversité (données d'observation de taxons, d'habitats d'espèces ou d'habitats naturels, recueillies par observation directe, par bibliographie ou par acquisition de données auprès

d'organismes détenant des données existantes) acquises à l'occasion des études d'évaluation préalable ou de suivi des impacts réalisées dans le cadre des documents de planification et des projets d'aménagement.

Vous pourrez ainsi saisir les données que vous aurez recueillies lors de la phase d'études du PLU sur l'application informatique mise gratuitement à la disposition des maîtres d'ouvrage par l'État à l'adresse internet suivante :

<http://www.naturefrance.fr/reglementation/depot-legal-de-donnees-brutes-de-biodiversite/description-du-processus-de-versement>

Sur le ban communal de Heiligenberg ont ainsi été recensées les ZNIEFF suivantes :

Nom de la ZNIEFF	Type de ZNIEFF	Bref descriptif
Cours et prairies humides de la Bruche et de ses affluents de Schirmeck à Molsheim	1	<a href="https://inpn.mnhn.fr/zone/znief/420030417">https://inpn.mnhn.fr/zone/znief/420030417</a>

Une carte de localisation est jointe en **annexe 9**.

### C. Les continuités écologiques

#### Textes de référence ■

- Code de l'urbanisme – articles L.101-2, L.131-2, L.151-6-2, L.151-23
- Code de l'environnement – articles L.371-1 et suivants, R.371-24 et suivants
- Schéma Régional de Cohérence Écologique (SRCE) adopté le 22 décembre 2014
- Loi NOTRe du 7 août 2015 instituant les SRADDET et ordonnance du 27 juillet 2016
- SRADDET approuvé le 14 janvier 2020 intégrant le SRCE

#### Dispositions générales ■

La préservation des continuités écologiques vient compléter les politiques de préservation des espèces et des milieux naturels en prenant en compte les besoins de déplacement des espèces et les interconnexions entre différents milieux naturels. Elle constitue une stratégie globale de préservation du patrimoine naturel dont les documents d'urbanisme doivent tenir compte.

Les continuités écologiques peuvent être aussi bien terrestres qu'aquatiques. Elles consistent à relier, par des corridors écologiques, des réservoirs de biodiversité (espaces où elle est la plus riche et la plus diversifiée). L'identification et la délimitation des corridors écologiques doivent notamment permettre aux espèces animales et végétales dont la préservation ou la remise en bon état constitue un enjeu national ou régional de se déplacer pour assurer leur cycle de vie et favoriser leur capacité d'adaptation.

Les continuités écologiques constituent un outil d'aménagement durable du territoire et contribuent au maintien et à la restauration des habitats naturels et des espèces ainsi qu'au maintien et à la restauration du bon état écologique des masses d'eau.

Les Schémas Régionaux de Cohérence Écologiques (SRCE) introduits par la loi Grenelle II

du 12 juillet 2010 ont constitué les outils visant à définir les continuités écologiques régionales, leurs enjeux, leurs représentations géographiques et à assurer leur cohérence au niveau national. Les éléments essentiels des SRCE ont été intégrés aux SRADDET.

Le Code de l'urbanisme précise que les documents d'urbanisme déterminent les conditions permettant d'assurer la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques. Pour ce faire, les SCOT précisent les continuités nationales et régionales, et identifient le cas échéant des continuités complémentaires à leur échelle. Enfin, les plans locaux d'urbanisme sont compatibles avec le SCOT ou en l'absence de SCOT avec le SRADDET, et se réfèrent donc à ces documents pour ce qui concerne les continuités écologiques d'échelle supra-communale ; ils repèrent par ailleurs d'éventuelles continuités d'échelle locale méritant une préservation. Ils analysent leur fonctionnalité et prennent les dispositions nécessaires, dans leur champ de compétence, pour assurer leur conservation et leur remise en bon état.

Les orientations d'aménagement et de programmation doivent ainsi définir, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur ces continuités écologiques.

### **Application locale ■**

Le SRCE alsacien a été adopté conjointement par délibération du Conseil Régional du 21 novembre 2014 et par arrêté préfectoral n°2014/92 du 22 décembre 2014. Il est désormais intégré au SRADDET.

La Trame Verte et Bleue du SCOT Bruche-Mossig est jointe en **annexe 10**.

## **D. L'évaluation environnementale**

### **Textes de référence ■**

- Ordonnance n° 2004-489 du 3 juin 2004 portant transposition de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement
- Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement
- Décret n° 2012-995 du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme
- Loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique dite loi ASAP (article 40)
- Décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 d'application de la loi « ASAP » portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles
- Code de l'urbanisme – articles L.104-1 à L.104-8, articles R.104-21 à R.104-33 et R.151-3

### **Dispositions générales ■**

L'évaluation environnementale est réalisée par la personne à l'initiative du document de planification ou sous sa responsabilité.

En tant qu'outil d'aide à la décision, elle contribue à opérer, en amont de la réalisation des

projets, des choix pertinents pour assurer un développement équilibré et durable du territoire. Elle permet la construction de documents de planification répondant aux objectifs du Grenelle de l'environnement (notamment, lutte contre l'étalement urbain, consommation économe de l'espace, préservation des espaces naturels et agricoles, lutte contre l'émission de CO2) et aux besoins recensés par la personne publique responsable dans le cadre du diagnostic du territoire dans les différents domaines de politiques publiques, tels que le développement économique, le logement, les transports, l'environnement.

**Les plans locaux d'urbanisme sont soumis à évaluation environnementale de façon systématique en cas d'élaboration et de révision générale.**

En ce qui concerne la région Grand-Est, et en application du décret du 28 avril 2016, l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement est la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAe) du Conseil Général de l'Environnement et du Développement durable depuis le 12 mai 2016.

**Président de la MRAe**  
**DREAL Grand Est – Service évaluation environnementale**  
**14 rue du Bataillon de Marche n°24**  
**67070 STRASBOURG Cedex BP 81005/F**

Lorsque le plan local d'urbanisme fait l'objet d'une évaluation environnementale, le contenu du rapport de présentation est défini à l'article R.151-3 du code de l'urbanisme. Lorsqu'un site du réseau européen Natura 2000 est susceptible d'être impacté par un projet, il comprend notamment une évaluation des incidences Natura 2000. L'évaluation environnementale, généraliste, et l'évaluation des incidences Natura 2000, ciblée sur le site Natura 2000, doivent être menées conjointement. Le contenu de l'évaluation des incidences Natura 2000 est précisé à l'article R.414-23 du code de l'environnement. Elle peut être simplifiée si aucun site Natura 2000 n'est susceptible d'être affecté par le document d'urbanisme.

### **Application locale ■**

Dans le cadre de la procédure d'élaboration ou de révision, le plan local d'urbanisme de la commune de Heiligenberg doit faire l'objet d'une évaluation environnementale. Le territoire de la commune comprenant en outre un site Natura 2000, le PLU doit également faire l'objet d'une évaluation des incidences.

L'autorité environnementale est saisie obligatoirement pour avis avant l'enquête publique ou la mise à disposition du public sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement par le projet de document. **Cette saisine est distincte de la saisine du Préfet au titre des personnes publiques associées.**

L'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement formule un avis sur l'évaluation environnementale et le projet de document dans les trois mois suivant la date de sa saisine. L'avis est, dès sa signature, mis en ligne sur son site internet et transmis à la personne publique responsable. Il est, s'il y a lieu, joint au dossier d'enquête publique.

## **E. La séquence « éviter, réduire, compenser »**

### **Textes de référence ■**

- Code de l'Environnement – articles L.122-3 et L.122-6
- Code de l'Urbanisme – articles L.104-4 et L.104-5

### **Dispositions générales ■**

La séquence « éviter, réduire, compenser » les impacts sur l'environnement concerne l'ensemble des thématiques de l'environnement, et notamment les milieux naturels. Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux, à tous types de plans, programmes et projets (qui seront dénommés « projets » dans la suite du texte) dans le cadre des procédures administratives de leur autorisation (étude d'impacts ou étude d'incidences thématiques i.e. loi sur l'eau, Natura 2000, espèces protégées...).

Dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets, les maîtres d'ouvrage doivent définir les mesures adaptées pour éviter, réduire et, lorsque c'est nécessaire et possible compenser leurs impacts négatifs significatifs sur l'environnement. Cette démarche doit conduire à prendre en compte l'environnement le plus en amont possible lors de la conception des projets d'autant plus que l'absence de faisabilité de la compensation peut, dans certains cas remettre en cause le projet.

L'objectif est de promouvoir un mode de développement intégrant les objectifs de la transition écologique, en favorisant une gestion raisonnée de l'utilisation du foncier naturel et d'atteindre nos objectifs en termes de préservation et d'amélioration des écosystèmes et de leurs services.

## **F. Le schéma des carrières et mines**

### **Textes de référence ■**

- Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
- Code de l'environnement – articles L.515-3, R.515-2 à R.515-7
- Code de l'urbanisme – article L.131-2

### **Dispositions générales ■**

La diversité géologique du sol du département est une richesse du territoire qu'il est important de préserver. L'enjeu des ressources minérales est un point à examiner dans le cadre de l'élaboration des documents d'urbanisme, avec pour objectif de permettre la possibilité de les exploiter. Il est donc important que le document d'urbanisme n'interdise pas systématiquement l'exploitation de carrières sur l'ensemble du territoire, voire qu'il l'anticipe en protégeant des secteurs d'intérêt reconnu de toute construction ou projet susceptible de compromettre l'exploitation de gisements. Cet objectif doit cependant s'accompagner de la prise en compte des enjeux environnementaux, naturels et humains, susceptibles d'être compromis par des localisations de secteurs de carrières non compatibles avec leur maintien.



Depuis la loi ALUR, le code de l'environnement prévoit que chaque région soit couverte par un schéma régional des carrières définissant les conditions générales de leur implantation et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région.

Depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 et en application de l'ordonnance du 17 juin 2020, le SCOT ou en l'absence de SCOT le PLU devra être compatible avec le SRC.

Antérieurement à la loi ALUR avaient été élaborés des schémas départementaux des carrières (SDC), auxquels il convient de se référer en attendant l'approbation des schémas régionaux.

Bien que les orientations du SDC ne soient pas opposables aux PLU, il est prudent que les PLU les prennent en compte pour déterminer les zones destinées à une exploitation des gravières. En effet, les autorisations sollicitées au titre des ICPE seront données au cas par cas lors de futurs projets d'exploitation ; elles seront conditionnées notamment au respect des critères de sensibilité environnementale des sites visés. Le SDC comprend une classification des sensibilités environnementales et recommande de privilégier les localisations qui se trouvent dans ou proches des zonages établis antérieurement au titre des "ZERC".

Retenir ces critères pour localiser les zones d'exploitation future dans un PLU(i) paraît donc un choix prudent dans l'attente d'une prise en compte du futur SRC par les SCOT et par voie de conséquence les PLU.

Des informations sur les carrières en exploitation sont disponibles sur le site de l'observatoire des matériaux : <http://www.mineralinfo.fr/>

Prescrit en 2016, le schéma des carrières du Bas-Rhin (SRC) a fait l'objet d'une concertation du public du 1<sup>er</sup> septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2023, faisant suite à la consultation des structures porteuses de SCoT en juillet 2023. Le projet a été soumis à la participation du public du 1<sup>er</sup> juillet au 30 août 2024. Il sera approuvé dans les prochaines semaines. Les documents sont d'ores-et-déjà disponibles sur le site internet de la DREAL :

[https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2024\\_09\\_19\\_dispositions\\_urba.pdf](https://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/2024_09_19_dispositions_urba.pdf)

### **Application locale ■**

3 anciennes carrières sont situées sur le ban communal de Heiligenberg, mais ne sont plus en exploitation. L'atlas réalisé dans le cadre du SRC n'identifie toutefois aucun gisement potentiellement exploitable sur la commune.



## V. HABITAT

Les documents d'urbanisme doivent prendre en compte l'ensemble des populations vivant sur le territoire ou celles appelées à y venir, notamment pour des raisons économiques. Les différents types d'habitat doivent être recensés et intégrés au projet de territoire qui doit comporter un diagnostic, évaluer les besoins et les traduire en termes d'utilisation du sol.

### **A. Une offre de logement suffisante et adaptée qui réponde aux besoins des habitants**

#### **Textes de référence■**

- Code de l'urbanisme – articles L.101-2, L.151-4, L.151-5 et suivants, L.151-8 et suivants, articles L.131-4 sur la compatibilité du PLU avec le PLH (le cas échéant) et le SCOT, article L.131-6 sur la compatibilité avec le schéma régional de l'habitat et de l'hébergement en l'absence de SCOT

#### **Dispositions générales■**

L'article **L.101-2** du code de l'urbanisme dispose que les documents d'urbanisme déterminent, dans le respect des principes du développement durable, les conditions permettant d'assurer la diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services.

L'offre de logements doit ainsi répondre aux besoins des habitants du territoire. Pour cela elle doit être calibrée sur un scénario démographique et s'inscrire en cohérence avec les autres politiques du territoire (emploi, transports, commerces et services) et les évolutions sociales (dessalement des ménages, besoins et ressources des habitants, vieillissement de la population, flux migratoires).

Les objectifs de production de logements, qu'il s'agisse de constructions neuves, mutations de bâti existant ou remise sur le marché de logements durablement vacants, peuvent par ailleurs traduire une politique de développement territorial, en cohérence toutefois avec les objectifs de développement définis dans le SCOT et avec le fonctionnement du territoire.

L'offre nouvelle de logements peut se réaliser en construction neuve dans les secteurs en extension, mais également, dans le respect des principes du développement durable et notamment la limitation de la consommation foncière, en renouvellement urbain. Dans une logique de valorisation du territoire et du patrimoine, cette offre nouvelle doit privilégier la qualité architecturale et urbaine.

D'autre part, l'offre nouvelle de logements doit permettre de rééquilibrer, si nécessaire,

l'offre de logements existante. Ce rééquilibrage peut être géographique : il peut s'opérer au sein même du territoire communal, au regard d'éventuelles polarités existantes à proximité du territoire communal ou encore par rapport à la position/fonction de la commune dans l'armature urbaine du SCOT (où doit-on produire l'offre nouvelle pour rééquilibrer l'offre de logements ?). Ce rééquilibrage peut également être qualitatif (quel type de logements doit être produit ?). Il peut ainsi concerner les équilibres propriétaires/locataires, individuel/collectif ou la taille des logements produits.

### Application locale ■

La commune de Heiligenberg n'est concernée par aucun PLH.

## **B. La solidarité par le logement**

### Textes de référence■

- Code de l'urbanisme – articles L.101-2, L.151-4 et L.151-5
- Article 55 de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (dite loi SRU), codifié aux articles L.302-5 à L.302-9-1-2 du code de la construction et de l'habitation
- Loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production de logement social
- Loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique

### Dispositions générales ■

Dans le respect de l'article **L.101-2**, un autre enjeu important du PLU est d'assurer la mixité sociale dans l'habitat et de répondre, sans discrimination, aux besoins en logement de tous les habitants, et notamment à ceux des ménages à faibles ressources.

Pour ces ménages, le logement social constitue souvent la seule réponse aux besoins en logements, notamment dans les communes où le marché locatif privé est tendu. Lorsque l'offre locative privée est trop chère par rapport aux capacités financières des habitants du territoire, le logement locatif social doit être développé.

Pour les communes situées en zone tendue, l'article 55 de la loi SRU (codifié aux articles L.302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation) réaffirme la nécessité de produire des logements sociaux là où il y en a peu et de mieux les répartir sur le territoire des agglomérations.

L'article L.302-5 du code de la construction dispose ainsi que l'obligation de réalisation de programmes de logements sociaux s'applique « *aux communes dont la population est au moins égale à 3 500 habitants et qui sont comprises, au sens du recensement général de la population, dans une agglomération ou un EPCI de plus de 50 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15 000 habitants, et dans lesquelles le nombre total de logements locatifs sociaux représente, au 1er janvier de l'année précédente, moins de 25% des résidences principales.* »

La loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 a renforcé les obligations de production de logement social. *La loi a introduit deux modifications principales.* La première concerne le calendrier de réalisation des objectifs de production de logements sociaux. La loi dispose ainsi que l'objectif de production de logements sociaux doit être atteint à l'horizon 2025. La seconde modification concerne le relèvement de l'objectif de production de logements sociaux de 20 % à 25 % pour certaines communes.

Dans les secteurs où le marché locatif demeure peu tendu, c'est prioritairement la production d'une offre en logements à destination des ménages les plus modestes qui doit être privilégiée (logements financés par un Prêt Locatif Aidé d'Intégration – PLAI). Ainsi l'article L302-8 du code de la Construction et de l'Habitation précise que pour atteindre l'objectif triennal de réalisation de logements sociaux, la part des logements financés en prêts locatifs sociaux ne peut être supérieure à 30 % des logements locatifs sociaux à produire et celle des logements financés en prêts locatifs aidés d'intégration est au moins égale à 30 %. Si la part des logements locatifs sociaux sur la commune est inférieure à 10 % du total des résidences principales et que la commune n'est pas couverte par un programme local de l'habitat, la part des logements financés en prêts locatifs sociaux ne peut être supérieure à 20 % des logements locatifs sociaux à réaliser

Enfin, comme pour l'offre nouvelle de logements, les objectifs de production de logement sociaux s'inscriront dans ceux définis à l'échelle du SCOT.

### **Application locale■**

La commune de Heiligenberg n'est pas concernée par les dispositions de l'article 55 de la loi SRU. Elle doit toutefois répondre aux besoins en logements des ménages à faibles ressources.

## **C. La lutte contre l'habitat indigne et très dégradé**

### **Textes de référence■**

- Loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion

### **Dispositions générales■**

Constituent un habitat indigne, les locaux utilisés aux fins d'habitation et impropres par nature à cet usage, ainsi que les logements dont l'état, ou celui du bâtiment dans lequel ils sont situés, expose les occupants à des risques manifestes pouvant porter atteinte à leur sécurité physique ou à leur santé.

La notion d'habitat indigne recouvre deux catégories de logements juridiquement définis par les articles L.511-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation :

- Les bâtiments menaçant ruine, relevant de la police spéciale du maire (procédure de mise en sécurité) ;
- Les bâtiments insalubres, y compris au titre du risque du saturnisme, relevant de la

police spéciale du préfet. L'article L.511-2 du CCH renvoie aux articles L.1331-22 et L.1331-23 du code de la santé publique.

La lutte contre l'habitat indigne et très dégradé par des travaux dans les logements des propriétaires éligibles aux aides de l'Anah est une priorité de l'État et de l'Anah qui s'est traduite par la mise en place du programme Habiter Mieux sur l'ensemble du département du Bas-Rhin. Dans ce contexte, l'analyse de l'état initial du rapport de présentation du PLU peut identifier le potentiel de logements concernés.

Deux sources de données peuvent être mobilisées en s'adressant à la DDT :

- Le fichier Parc Privé Potentiellement Indigne (PPPI) diffusé par l'Anah : le PPPI est un outil de pré-repérage des logements indignes qui permet à partir du fichier FILOCOM (Fichier des Logements par Commune) de hiérarchiser les territoires en fonction du nombre et de la densité du PPPI de chacun, et de caractériser les situations d'habitat indigne.  
Il ne fonctionne pas à l'adresse et ne permet donc pas d'identification des immeubles à traiter dans une perspective opérationnelle sur des périmètres restreints. Pour ce faire, il convient de mobiliser d'autres types de données (fichier des propriétés bâties, matrice de taxe d'habitation, fichier des plaintes et signalements pour insalubrité ORTHI...), en complétant si nécessaire par une enquête de terrain, telles qu'elles se pratiquent dans les études pré-opérationnelles d'OPAH.
- Le système d'information ORTHI (Observatoire du Repérage et du Traitement de l'Habitat Indigne et non-décent) : c'est une base de données gérée par la DDT qui enregistre tous les signalements relatifs à une situation d'habitat indigne reçus sur le territoire départemental. Elle peut être interrogée pour connaître les situations repérées à l'échelon communal ou inter-communal. Ces repérages vont du simple constat de non-décence avec infraction au RSD (Règlement Sanitaire départemental) aux situations de péril et d'insalubrité.

## **D. Les nomades sédentarisés et les gens du voyage**

### **Textes de référence■**

- Code de l'urbanisme – articles L.101-2, L.151-13, L.111-4 et L.111-11
- Loi n°90-449 du 31 mai 1990 relative à la mise en œuvre du droit au logement
- Loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage
- Loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové
- Loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté
- circulaire du 19 avril 2017 relative à la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté qui présente les nouvelles dispositions relatives aux gens du voyage
- Loi n° 2018-957 du 27 janvier 2018 relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites

### **Dispositions générales ■**

Le schéma départemental d'accueil des gens du voyage (SDAGV) a pour objectif d'apporter une réponse globale à la problématique de l'accueil et de l'habitat des gens du voyage. En matière d'aménagement, la réponse est apportée par trois dispositifs :

- la réalisation d'aires permanentes d'accueil
- la réalisation d'aires de grand passage,
- la réalisation de places en terrains familiaux, afin de prendre en compte des familles sédentarisées en situation de précarité.

Le PLU doit prendre en compte les orientations définies dans le schéma départemental d'accueil des gens du voyage, notamment en termes d'habitat adapté des gens du voyage et de localisation des aires d'accueil permanentes, les terrains familiaux locatifs et les aires de grand passage.

Cependant, conformément à l'article 9 de la loi du 5 juillet 2000, dès lors qu'elle respecte les engagements inscrits dans le schéma départemental,, une commune a la possibilité d'interdire, par arrêté, le stationnement des gens du voyage en dehors des aires et terrains prévus à cet effet. Ainsi si une commune a créé une aire d'une capacité suffisante ou appartient à un EPCI qui en possède une, elle peut interdire par arrêté le stationnement des résidences mobiles sur son territoire en dehors de ces aires.

Plusieurs réponses peuvent être adoptées pour répondre aux besoins en logement des ménages et améliorer leurs conditions d'habitat, notamment la création de « terrains familiaux ». Ces terrains ont pour but de répondre à une demande des gens du voyage qui souhaitent disposer d'un ancrage territorial à travers la jouissance d'un lieu stable et privatif sans pour autant renoncer au voyage une partie de l'année.

Les terrains familiaux ne sont pas assimilables à des équipements publics. Ils correspondent à de l'habitat privé qui peut être locatif ou en pleine propriété. Réalisés à l'initiative de personnes physiques ou de personnes morales publiques ou privées, ces terrains familiaux constituent des opérations d'aménagement à caractère privé.

Conformément à l'article **L.111-11** du code de l'urbanisme, il s'agit d'autoriser l'aménagement de terrains bâtis ou non bâtis pour permettre l'installation de résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ou de résidences mobiles. Cet aménagement est soumis à permis d'aménager ou à déclaration préalable. Ces terrains doivent être situés dans des secteurs constructibles.

Le PLU doit identifier les terrains susceptibles d'accueillir les gens du voyage, pour permettre la mise en œuvre des prescriptions du SDAGV en termes d'accueil (aires de grands passages et aires permanentes d'accueil) et d'habitat (terrains familiaux locatifs). Ces indications sont traduites dans le zonage et dans le règlement du PLU qui définit précisément les secteurs d'accueil avec les règles de constructibilité adaptées.

Même si la création des aires d'accueil et de terrains familiaux locatifs doit avoir lieu en priorité dans les zones urbanisées, à proximité des services et des équipements, l'article L.151-13 du code de l'urbanisme prévoit que le règlement du PLU peut délimiter à titre exceptionnel, des secteurs de taille et de capacité d'accueil limité (**STECAL**) dans les zones agricoles, naturelles ou forestières, dans lesquels peuvent être autorisés des constructions, des résidences démontables ainsi que des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage.

Par ailleurs, un PLU est tenu de prendre en compte **un Projet d'intérêt général (PIG)** qui aurait été institué par le préfet, conformément à l'article L. 102-1 du code de l'urbanisme, pour la réalisation d'équipements dédiés aux gens du voyage.

## Application locale ■

Le SDAGV du Bas-Rhin approuvé le 16 juillet 2019 (2019-2024) est téléchargeable sur le site internet de la Préfecture du Bas-Rhin :

<https://www.bas-rhin.gouv.fr/Politiques-publiques/Solidarite-et-cohesion-sociale/Gens-du-voyage/Schema-departemental-d-accueil>.

La communauté de communes de la région de Molsheim-Mutzig, à laquelle appartient la commune de Heiligenberg n'est soumise ni à l'obligation de création d'une aire permanente d'accueil, ni à celle de création d'une aire de grand passage.

## VI. PATRIMOINE CULTUREL ET PAYSAGER

L'intérêt du patrimoine bâti ou naturel et la qualité des paysages contribuent à l'identité d'un territoire et à son attractivité.

L'article L.101-2 du Code de l'urbanisme demande aux documents d'urbanisme d'assurer l'équilibre entre renouvellement urbain, utilisation économe de l'espace naturel et sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables. Ils doivent également veiller à la qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville.

### **A. L'utilisation des matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre**

#### **Textes de référence ■**

- Code de l'urbanisme – articles L.111-16, L.111-17 et L.111-18

#### **Dispositions générales ■**

Selon l'article L.111-16 du code de l'urbanisme, « le permis de construire ou d'aménager [...] ne peut s'opposer à l'utilisation de matériaux renouvelables, [...] ou de dispositifs favorisant la production d'énergie renouvelable correspondant aux besoins de la consommation domestique des occupants de l'immeuble ou de la partie d'immeuble concernés ».

L'article L111-17 précise que ces dispositions ne sont pas applicables (article L.111-17) :

- aux abords des monuments historiques ;
- dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ;
- dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement ;
- dans le cœur d'un parc national ;
- aux travaux portant sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou un immeuble protégé en application des articles L.151-18 et L.151-19 du CU.

Elles ne sont pas non plus applicables dans des périmètres délimités, après avis de l'Architecte des Bâtiments de France, par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, motivée par la protection du patrimoine bâti ou non bâti, des paysages ou des perspectives monumentales et urbaines.

L'utilisation de matériaux renouvelables ou l'installation de dispositifs de production d'énergie renouvelable ne devront donc pas être interdits par le règlement du PLU, sauf dans les cas énumérés ci-dessus.

## **B. La prise en compte du paysage**

### **Textes de référence ■**

- Loi n°93-24 du 8 janvier 1993 sur la protection et la mise en valeur des paysages
- Loi n°2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages
- Décret n°2006-1643 du 20 décembre 2006 portant publication de la convention européenne du paysage signée à Florence le 20 octobre 2000
- Code de l'urbanisme – articles L.101-1 et L.101-2

### **Dispositions générales■**

La prise en compte de la qualité des paysages et la maîtrise de leur évolution dans les documents d'urbanisme sont une obligation réglementaire depuis la loi sur la protection et la mise en valeur des paysages du 8 janvier 1993, qui a instauré un certain nombre d'outils à cette fin.

Par ailleurs, la convention européenne du paysage, entrée en vigueur en France le 1er juillet 2006, définit la notion de paysage comme « *une partie de territoire telle que perçue par les populations, dont le caractère résulte de l'action de facteurs naturels et/ou humains et de leurs interrelations* ». La convention reconnaît cette notion comme un élément important de la qualité de vie des populations, dans les espaces remarquables comme dans ceux du quotidien.

Le Bas-Rhin participe à la diversité des paysages français et au fondement de leur identité (piémont viticole, massif vosgien, centres urbains historiques...). Outre l'aspect esthétique et identitaire, les paysages jouent également un rôle écologique (maintien de la biodiversité) et économique (tourisme, attrait du territoire...) important à préserver durablement comme élément essentiel du bien être individuel et social.

Identifier les paysages du territoire, analyser leurs caractéristiques et dynamiques, dans les milieux urbains et les campagnes, permet ensuite de les mettre en valeur, de les préserver, voire de les restaurer. Ainsi, les paysages caractéristiques devront être pris en compte par le document d'urbanisme, des orientations devront être fixées dans le PADD et des prescriptions devront être édictées afin de favoriser le maintien des motifs paysagers qui fondent l'identité locale et de créer de nouveaux maillages en lien avec les continuités écologiques (voir paragraphe IV C).

Dans tous les cas, il s'agit d'ancrer les projets dans le territoire de manière harmonieuse en préservant son identité et en luttant contre la banalisation. Outre les enjeux importants pour le paysage que sont la localisation et la forme des projets, une définition soignée des espaces à urbaniser, un traitement de qualité des espaces publics et des zones artisanales seront à appréhender.

Enfin, la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages a mis en place la protection systématique des arbres d'alignement, en particulier le long des routes (article L350-3 du code de l'environnement). Néanmoins, des dérogations peuvent être accordées par l'autorité administrative compétente pour les besoins de projets de construction à condition que des mesures compensatoires locales, comprenant un volet



en nature (plantations) et un volet financier destiné à assurer l'entretien ultérieur soient mises en place.

### **Application locale ■**

Un atlas régional des paysages alsaciens a été élaboré par la DREAL Grand Est et est publié depuis le 10 décembre 2015. Ce document pourra servir de base pour caractériser les paysages des communes alsaciennes et les enjeux en présence, auxquels les documents d'urbanisme doivent répondre. L'atlas n'est pas un document opposable, il constitue toutefois un support visant à orienter les décisions et actions de l'ensemble des acteurs du territoire.

<http://www.paysages.alsace.developpement-durable.gouv.fr/>

## **C. La qualité des entrées de ville**

### **Textes de référence ■**

- Loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement
- Circulaire n°96-32 du 16 mai 1996
- Décret n°2010-578 du 31 mai 2010 modifiant le décret n°2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation
- Ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015 relative à la partie législative du Livre Ier du Code de l'urbanisme
- Code de l'urbanisme – articles L.111-6 à L.111-10

### **Dispositions générales■**

Aux entrées de villes, a été constaté un désordre urbain le long des voies routières. Il est surtout le fait des zones d'activités commerciales ou économiques, avec leur effet « vitrine ». Un effort de qualité urbaine et paysagère est donc à mener.

L'article L.111-6 du code de l'urbanisme indique, sous réserve des exceptions édictées à l'article L.111-7, qu'en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations, soumises ou non à autorisation, sont ainsi interdites :

- dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière ;
- de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation ;
- et le cas échéant dans une bande de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe d'autres routes visées au document d'orientations et d'objectifs du SCOT

L'objectif de cet article est d'inciter les communes à lancer une réflexion préalable et globale sur l'aménagement futur des abords des principaux axes routiers. Ainsi, la loi prévoit que les communes qui disposent d'un plan local d'urbanisme peuvent lever le principe d'inconstructibilité ci-dessus et édicter aux abords des grandes infrastructures routières (autoroutes, routes express, déviation, routes classées à grande circulation...) des règles d'urbanisme visant à assurer la qualité des aménagements au regard :

- des nuisances,

- de la sécurité,
- de la qualité architecturale,
- de la qualité urbaine et paysagère.

Ces règles d'urbanisme doivent reposer sur une étude paysagère jointe au PLU. Elles doivent être justifiées et motivées dans le rapport de présentation du document d'urbanisme.

À défaut d'avoir mené et formalisé dans le PLU une telle réflexion, les périmètres inconstructibles prévus par l'article L.111-6 sont applicables de plein droit aux terrains situés en dehors des espaces urbanisés, nonobstant leur classement en zone urbaine ou en zone d'urbanisation future par le document d'urbanisme ou leur situation à l'intérieur des panneaux d'agglomération.

La circulaire n°96-32 du 13 mai 1996 définit plus précisément les espaces concernés, les infrastructures auxquelles s'applique le texte, la composition de l'étude et la traduction dans les documents d'urbanisme.

Indépendamment des infrastructures visées par les textes ci-dessus, les entrées de ville peuvent faire l'objet d'une réflexion dans le cadre du PLU, qui a la possibilité de proposer des orientations d'aménagement et de programmation définissant les actions et les opérations permettant de mettre en valeur les entrées de ville et le patrimoine au titre de l'article L151-7 du Code de l'urbanisme.

### **Application locale ■**

Le territoire de la commune de Heiligenberg est concerné par la voie D 1420, qui génèrent un recul de 75 m.

## VII. ENJEUX CLIMAT, AIR, ÉNERGIE

Le changement climatique est à l'origine de bouleversements qui affecteront l'ensemble des activités et secteurs du territoire français, avec :

- une hausse des températures moyennes annuelles, plus marquée en été, avec des disparités territoriales,
- une accentuation des précipitations extrêmes, avec des disparités territoriales,
- une aggravation des sécheresses avec des diminutions accrues de la disponibilité en eau,
- une hausse du niveau de la mer.

Des effets préjudiciables sont attendus sur la ressource en eau, la biodiversité, la santé publique, les risques naturels, l'agriculture, la sylviculture, la viticulture, la production d'énergie, le tourisme, les infrastructures de transports, l'aménagement et le cadre bâti.

Dans ce contexte, l'enjeu est de se préparer dès maintenant aux évolutions climatiques, tant sur l'anticipation vis-à-vis des impacts négatifs que sur l'identification des opportunités à saisir et à exploiter.

La stratégie nationale bas-carbone (SNBC) a été instaurée par la loi du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte pour conduire la politique nationale d'atténuation du changement climatique. Elle constitue l'un des deux volets de la politique climatique française, au côté du Plan national d'adaptation du changement climatique :

- La deuxième édition de la SNBC met en œuvre l'ambition du Gouvernement présentée en juillet 2017 dans le Plan climat et inscrite dans la loi (n°2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'énergie et au climat). Elle a pour objet d'accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris en fixant pour cap l'atteinte de la neutralité carbone dès 2050 pour le territoire français. La neutralité carbone est l'atteinte de l'équilibre entre les émissions anthropiques et les absorptions anthropiques de gaz à effet de serre, c'est-à-dire absorbées par les milieux naturels gérés par l'homme (forêt, prairies, sols agricoles, zones humides, etc) et certains procédés industriels (capture et stockage ou réutilisation du carbone).

- Sur la base d'une trajectoire prospective à 2050, la SNBC définit des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) à l'échelle de la France à court et moyen terme : les budgets carbone. Ce sont des plafonds d'émission de gaz à effet de serre à ne pas dépasser au niveau national sur des périodes de cinq ans, exprimées en millions de tonnes de CO2 équivalent.

Les documents d'urbanisme ont ainsi pour objectif d'assurer « la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables » (article L.101-2 du code de l'urbanisme).

En fonction du diagnostic territorial, cela peut se traduire par les orientations suivantes :

- promotion d'une urbanisation rapprochant habitat, emplois et services, afin de

- limiter les déplacements ;
- évolution vers des formes plus sobres en foncier ;
- développement d'alternatives efficaces à l'automobile (transport ferroviaire, transports collectifs, modes doux...) ;
- développement d'un habitat économe en énergie, y compris au travers des réhabilitations ;
- développement des énergies renouvelables, valorisation des potentiels locaux (solaire, bois-énergie, éolien...) ;
- préservation des surfaces forestières en tant que puits de carbone...

## **A. La stratégie climat air énergie du SRADDET**

### **Textes de référence ■**

- CGCT art 4251-1 et suivants
- article 10 de la Loi NOTRe du 7 août 2015

### **Dispositions générales ■**

Document d'aménagement à visée intégratrice, le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) couvre un nombre important de domaines obligatoires (Art. L. 4251-1.- du CGCT).

Cette agrégation de thématiques faisant auparavant l'objet de schémas spécifiques répond à un objectif fort de rationalisation du nombre de documents existants. Ainsi le SRADDET, dit « Schéma des schémas », croise, synthétise, actualise et enrichit les schémas précédents pour donner une vision stratégique, unifiée et claire sur l'aménagement, le développement durable et équilibré des territoires. Plusieurs schémas sont donc remplacés par le présent SRADDET, dont notamment les trois schémas régionaux du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) portant sur :

- la lutte contre le changement climatique ;
- la pollution de l'air ;
- et la maîtrise et la valorisation de l'énergie.

Ces thématiques sont portées par le SRADDET dans ses objectifs, et traduites dans ses règles, notamment celles du chapitre 1 Climat, air et énergie du fascicule réglementaire.

La règle n°1 du SRADDET, Atténuer et s'adapter au changement climatique, énonce en exemples de déclinaison de :

- Maîtriser la consommation foncière, lutter contre l'étalement urbain, articuler urbanisme et mobilité, favoriser la mixité fonctionnelle et la ville des « courtes distances »
- Diminuer les émissions et consommations énergétiques liées à l'extension des réseaux (transports, énergie, assainissements, traitement des déchets, etc.) ;
- Intégrer dans les politiques d'urbanisme et les documents cadres ou contractuels (PLU, PLUi, SCoT, PLH, PDU) le principe de cohérence entre densité de population et/ou d'activités et ressource en eau.

La règle n°2 du SRADDET a pour objet d'intégrer les enjeux climat-air-énergie dans l'aménagement, la construction et la rénovation. Cette règle transcrit, à l'échelle du projet urbain, l'ambition du SRADDET en matière de transition énergétique qui s'inscrit dans la logique de priorité suivante :

- sobriété,
- efficacité (pour réduire les consommations énergétiques)
- et développement des énergies renouvelables (pour couvrir les besoins résiduels, en substitution aux énergies fossiles).

En accompagnement de cette mesure, elle encourage la mise en place de performances environnementales et énergétiques renforcées par l'application de l'article L151-28 du Code de l'urbanisme.

La règle n° 3 du SRADDET vise à améliorer la performance énergétique du bâti existant par :

- la valorisation patrimoniale du bâti,
- la reconquête de la vacance immobilière,
- la lutte contre la précarité énergétique
- l'amélioration du confort été-hiver et de la qualité l'air.

La règle n°5 Développer les énergies renouvelables et de récupération s'inscrit comme le troisième pilier de la transition énergétique après la sobriété et l'efficacité énergétique.

Elle préconise que les plans et programmes prévoient des dispositions spécifiques selon les filières de production d'énergie renouvelable, notamment :

- Solaire photovoltaïque (PV) : Mobiliser toutes les surfaces potentiellement favorables au développement du PV en privilégiant et en facilitant l'installation sur les surfaces bâties (grandes toitures, bâtiments résidentiels, tertiaires, agricoles, industriels, etc.), et, pour les centrales au sol, les parkings (ombrières) et les sites dits « dégradés », dans le respect des servitudes de protection du patrimoine. Considérant l'importance du potentiel d'installation des panneaux photovoltaïques sur les espaces artificialisés ou sites dits dégradés, l'implantation de centrales au sol sur des espaces agricoles, naturels ou forestiers doit être exceptionnelle ou ne devra pas concurrencer ou se faire au détriment des usages agricoles et des fonctions écosystémiques des espaces forestiers, naturels et agricoles : Trame verte et bleue, prairies permanentes, espaces de respiration, etc. ;
- Energie éolienne : développer la production d'énergie éolienne sur le territoire dans le respect de la fonctionnalité des milieux et de la qualité paysagère

Parmi les exemples de déclinaison de la règle n°5, le SRADDET énonce qu'il s'agit de prévoir dans les plans et programmes des dispositions permettant :

- d'identifier des zones jugées favorables au développement des énergies renouvelables ;
- d'identifier les friches à vocation énergétique d'intérêt majeur sur le territoire ;
- d'inciter à l'installation d'ombrières sur les parkings.

Le principe énoncé dans le SRADDET consiste à intégrer les enjeux de lutte contre le changement climatique et la qualité de l'air dans toutes les phases d'un projet de planification ou d'aménagement. Ces enjeux s'intègrent dans une démarche globale de développement durable, de sobriété de la consommation des ressources naturelles et

énergétiques ainsi que de résilience du territoire aux événements climatiques et énergétiques.

Ils se traduisent dans les règles d'urbanisme (niveau de performance énergétique des bâtiments, coefficient de biotope, part minimale d'espaces végétalisés contre les îlots de chaleur, emplacements réservés en faveur des modes doux de déplacement, zonage de la production éolienne....).

Le projet de territoire peut traduire ces enjeux dans les OAP thématiques associant la lutte contre le changement climatique et la qualité de l'air aux enjeux de protection de l'environnement, de préservation des terres agricoles, de protection du patrimoine et du paysage ainsi que de sobriété de consommation des ressources naturelles et énergétiques.

Il peut le cas échéant développer l'intermodalité des transports en valorisant les arrêts de transports en commun par les commerces, services, équipements, parkings-relais, etc. Il peut renforcer la proximité des logements aux pôles d'intermodalité en associant la densité urbaine à la qualité d'accès et de déplacement des habitants pour leurs besoins quotidiens.

### **Application locale ■**

Conformément à l'instruction du gouvernement du 26 mai 2021, visant à encourager le développement de l'éolien tout en favorisant une meilleure acceptabilité de ce mode de production d'électricité, une cartographie des zones favorables au développement de l'éolien (ZFDE) a été élaborée au niveau régional. Cette cartographie, non opposable, constitue la donnée d'entrée indicative relative à l'éolien que l'État met à disposition des collectivités pour le travail de planification qu'elles doivent réaliser en application de la loi d'accélération des énergies renouvelables.

Au regard des enjeux environnementaux et patrimoniaux, ainsi que des contraintes liées aux autres usages de l'espace aérien, la commune de Heiligenberg peut accueillir des éoliennes sur son territoire, en particulier au lieu-dit Geisfeld.

La carte des zones favorables au développement de l'éolien est jointe en **annexe 11**.

## **B. Les Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET)**

### **Textes de référence ■**

- Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte (LTECV)
- Décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial
- Arrêté du 4 août 2016 relatif au plan climat-air-énergie territorial
- Note du 6 janvier 2017 relative au plan climat-air-énergie territorial (NOR: DEVR1633517N)
- Code de l'environnement – articles L.229-26, R.229-51 à 56
- Code de l'urbanisme – article L.131-5

### **Dispositions générales■**

La LTECV renforce le rôle des collectivités pour mobiliser leurs territoires. Les plans climat air énergie territoriaux (PCAET) qui intègrent désormais la composante qualité de l'air, sont recentrés au niveau intercommunal.

Ils font partie des dispositions législatives qui doivent permettre à la France d'atteindre des objectifs ambitieux en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre de maîtrise de la consommation énergétique, de développement des énergies renouvelables et de récupération, d'amélioration de la qualité de l'air et enfin d'adaptation au changement climatique.

Les PCAET définissent notamment :

- les objectifs stratégiques et opérationnels des collectivités afin d'atténuer le changement climatique, de le combattre efficacement et de s'y adapter, en cohérence avec les engagements internationaux de la France ;
- un programme d'actions à réaliser afin d'améliorer l'efficacité énergétique, de développer de manière coordonnée des réseaux de distribution d'électricité, de gaz et de chaleur, d'augmenter la production d'énergie renouvelable, de valoriser le potentiel en énergie de récupération, de développer le stockage et d'optimiser la distribution d'énergie, de développer les territoires à énergie positive, de limiter les émissions de gaz à effet de serre et d'anticiper les impacts du changement climatique.

Un dispositif de suivi et d'évaluation porte sur la réalisation des actions et la gouvernance adoptée.

Les PLU élaborés ou révisés depuis le 1<sup>er</sup> avril 2021 doivent être compatibles avec le PCAET, en application de l'article L131-5.

### **Application locale■**

Le PCAET Bruche-Mossig a été adopté le 11 mai 2022.

## **C. Dispositions du code de l'urbanisme en matière d'air/énergie/climat**

### **Textes de référence■**

- Code de l'urbanisme – articles L.151-17 et suivants, R. 331-17 et suivants
- Loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables – articles 40 à 45

### **Dispositions générales ■**

Les communes disposent de nouveaux outils qu'elles peuvent inscrire dans le règlement de leur PLU, afin de diminuer leur consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre. Ainsi le code de l'urbanisme prévoit notamment :

- La possibilité de fixer une densité minimale de construction dans des secteurs situés à proximité des transports collectifs existants ou programmés (L.151-26) et d'y d'instaurer un versement pour sous-densité pour les constructions nouvelles

- n'atteignant pas le seuil minimal de densité fixé par le PLU (R.331-17 et suivants) ;
- La possibilité de fixer un nombre maximum d'aires de stationnement pour les véhicules motorisés à réaliser lors de la construction de bâtiments à usage autre que l'habitation, lorsque les conditions de desserte par les transports publics réguliers le permettent (L.151-32) ;
- La possibilité d'imposer aux constructions, travaux, installations ou aménagements, notamment dans les secteurs ouverts à l'urbanisation, le respect de performances énergétiques et environnementales renforcées (L.151-21).
- La possibilité de déroger au nombre d'aires de stationnement prévues par le règlement du PLU d'au minimum 15 % en contrepartie de la mise à disposition de véhicules électriques munis d'un dispositif de recharge adapté ou de véhicules propres en auto-partage (art. L.151-31)

Le code de l'urbanisme impose au PLU de fixer des obligations minimales en matière de stationnement pour les vélos pour les immeubles d'habitation et de bureaux (L.151-30).

Par ailleurs la stratégie nationale bas-carbone adoptée par décret du 21 avril 2020 comprend les orientations suivantes de politiques publiques en matière d'urbanisme et aménagement :

- Dynamiser l'armature urbaine existante en renforçant les pôles urbains et les bourgs ruraux,
- Développer des formes urbaines plus denses structurées autour des axes de transports, des services, des commerces et des emplois. Favoriser la mixité des fonctions sur une même parcelle pour éviter l'étalement urbain. Faciliter la réinstallation dans les centre-villes des ménages, du commerce et de l'artisanat.
- Intégrer des mesures favorisant le développement des énergies renouvelables, en particulier sur les espaces sur lesquels leur impact sur le paysage, la qualité des sols, le fonctionnement des écosystèmes et la biodiversité sera limité.
- Stopper le mitage et la dégradation des espaces agricoles, naturels et forestiers.
- Promouvoir des formes urbaines résilientes aux effets du changement climatique (réduction des îlots de chaleur, limitation de l'imperméabilisation des sols et préservation de la pleine terre) en veillant à l'amélioration du cadre de vie et à une conception architecturale de qualité, ainsi qu'à une politique affirmée de mixité sociale.

Le PLU peut aussi comprendre des orientations d'aménagement et de programmation thématiques ou sectorielles intégrant les orientations relatives au climat, à l'air et à l'énergie, dans l'aménagement du territoire.

La loi d'accélération de la production d'énergies renouvelables approuvée en février 2023 introduit de nouvelles obligations d'équipement des parcs de stationnement et de couverture des bâtiments non résidentiels par des installations de production d'énergie solaire (articles 40 à 45). Le PLU devra en tenir compte dans son règlement.



## VIII. TRANSPORT ET MOBILITÉ

### A. La mobilité dans une perspective de développement durable

#### **Textes de référence■**

- Loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs
- Loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie
- Loi n°99-533 du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire
- Loi n°2010-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains
- Loi n°2012-788 du 12 juillet 2012 portant engagement national pour l'environnement
- Code de l'urbanisme – articles L.101-2, L.151-5, L.151-7, L.153-13 et L.153-25
- Loi d'orientation des mobilités du 24 décembre 2019

#### **Dispositions générales■**

Le nombre et surtout la longueur des déplacements augmentent partout en France, ainsi que l'usage de la voiture, mode de transport le plus utilisé. En dépit des récents progrès techniques, les transports motorisés restent la principale source de pollution atmosphérique. Outre la pollution, l'augmentation de la mobilité a des incidences fortes sur les ressources énergétiques, les nuisances sonores, l'insécurité routière, la dégradation des paysages, la consommation d'espace.

Les politiques publiques doivent constituer un levier efficace pour répondre à ces enjeux : diminuer les obligations de déplacement et développer les transports collectifs (article L.101-2 du code de l'urbanisme). À ce propos, il est à souligner que la densité du tissu urbain est un facteur favorisant l'utilisation des transports collectifs. Un même arrêt desservant une plus grande quantité de voyageurs, le service est ainsi optimisé.

D'après le code de l'urbanisme, le PLU détermine les conditions permettant de répondre aux besoins en matière de mobilité. À cet effet, le rapport de présentation du PLU comprend un diagnostic des besoins en transport. Il établit par ailleurs un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.

Le projet de la collectivité devrait donc s'appuyer sur un diagnostic préalable de l'offre existante et de la demande à venir en termes de déplacements. Ce diagnostic est établi à l'échelle du bassin de vie, mais aussi au niveau de la commune et du quartier, afin de couvrir l'ensemble des modes de déplacement.

Le PADD arrête les orientations générales concernant les transports et les déplacements. Le projet communal devra s'interroger sur la place dévolue à chacun des modes de

transport : automobile, mais aussi transports collectifs, dont il devra permettre le développement, et modes de transport doux (pistes cyclables, aménagement piétons). La notion d'intermodalité et de rabattement vers les principaux arrêts de transports en commun devrait également orienter la réflexion de la commune sur l'aménagement de ses quartiers.

Le règlement et les OAP du PLU doivent être cohérents avec les orientations précédentes. Peuvent être en particulier étudiées la localisation et l'organisation des secteurs de développement urbain, des emplacements réservés pour des liaisons douces, une limitation des exigences en termes de places de stationnement automobile...

Enfin, la thématique des déplacements étant liée aux problématiques environnementales (nuisances, énergie, climat, cadre de vie...), elle doit aussi être abordée dans l'évaluation de l'impact du PLU sur l'environnement.

Il est à noter que l'Agence de Développement et d'Urbanisme de l'Agglomération Strasbourgeoise (ADEUS) mène des études sur les mobilités, analysant les habitudes de déplacement des Bas-Rhinois. Les analyses sont détaillées par territoire de SCOT. Ces travaux peuvent alimenter les réflexions précédentes ; ils sont accessibles via le lien suivant : [https://www.adeus.org/wp-content/uploads/Rapport-ODM\\_2023.pdf](https://www.adeus.org/wp-content/uploads/Rapport-ODM_2023.pdf)

## **B. Les principaux réseaux de transport et leur évolution**

### **a) Les grands projets d'infrastructures financés par l'État et la Région**

Les projets d'infrastructures financés par l'État et la Région Grand Est sont mentionnés dans le Contrat de Plan État/Région (CPER). Le CPER 2021-2027 a été signé le 22 février 2022. Il est téléchargeable sur le site de la Préfecture de Région :

<https://www.prefectures-regions.gouv.fr/grand-est/Grands-dossiers/Economie-sociale-et-solidaire/Signature-du-Contrat-de-Plan-Etat-Region-Grand-Est-2021-2027-le-22-fevrier-2022>

### **b) Les routes départementales**

La CEA créé au 1er janvier 2021 gère 6 410 km de routes. Ce réseau est constitué des routes départementales alsaciennes ainsi que des routes nationales et autoroutes non concédées transférées par l'État.

Le Schéma directeur route intelligente 2013-2027, le plan territoires connectés et attractifs 2017-2021 et le plan vélo 2020 s'attachent à prendre en compte les besoins de tous les usagers de la route (automobilistes, piétons, cyclistes, transports en commun) à chacune des phases de réalisation des projets. Ceci a notamment l'intérêt de renforcer l'attractivité et donc l'utilisation des moyens de déplacements autres que la voiture.

<https://www.bas-rhin.fr/mon-departement/observatoire-departemental/politique-routes-mobilites-et-transport-etudes-et-cartes/>

### **c) Le transport ferroviaire**

Outre les projets financés dans le cadre du Contrat de Projets État/Région, le réseau

ferroviaire et les secteurs des gares se développent.

L'État a accompagné plusieurs collectivités pour une réflexion sur l'articulation entre développement urbain et développement ferroviaire dans une démarche appelée « urbagare ».

La Région Grand Est mène un programme d'aménagement des gares et de leurs abords. Un guide sur l'aménagement des points d'arrêt ferroviaires a été rédigé par le réseau des agences d'urbanisme 7EST. Il est téléchargeable à l'adresse suivante :

<https://www.adeus.org/publications/guide-damenagement-des-points-darret-ferroviaires-ter/>

Par ailleurs, le projet du Réseau Express Métropolitain et Européen (REME), initié par la Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg a vu le jour en décembre 2022.

Ce projet, qui consiste en un fort développement de l'offre ferroviaire des lignes en lien avec Strasbourg, représente 120 trains supplémentaires par jour et s'étend à 80 gares du Grand Est, dont 13 de l'EMS.

Le REME a été l'occasion de réorganiser l'ensemble de l'offre de transports pour privilégier les départs à heures fixes et correspondances.

Enfin, en dehors du champ d'application d'un plan de mobilité, le diagnostic intégré au rapport de présentation du PLU doit analyser les flux de circulation prévisibles appelés à franchir les passages à niveau (article L214-38 du CU).

#### **Application locale ■**

Sur la commune de Heiligenberg, le gestionnaire d'infrastructure ferroviaire possède 1 passage à niveau ouvert au public dans l'emprise du plan local d'urbanisme. Il doit dès lors être associé en tant que personne publique à l'élaboration des SCOT et des PLU (article L132-7 du Code de l'urbanisme).

#### **d) Les transports interurbains : Fluo Grand Est et Auto com'**

Les lignes Fluo Grand Est sont organisées en 4 bassins de déplacements pour le Bas-rhin : Kochersberg/Plaine de la Bruche, Haguenau Nord Alsace, Sélestat Alsace centrale, Saverne Alsace bossue.

#### **Application locale ■**

La ligne scolaire 67S354 Grendelbruch – Molsheim dessert la commune.

La commune est également desservie par le service de transport à la demande Auto com', mis en place par la communauté de communes de Molsheim-Mutzig.

## IX. AGRICULTURE ET FORÊT

Le PLU appréhende les espaces agricoles et forestiers comme un patrimoine commun, souvent fragilisé (pression foncière, déprise agricole...). Aussi, il s'agit d'inverser la façon de considérer la vocation de ces espaces qui ne doivent plus être perçus comme des réserves foncières pour le développement urbain.

Ces espaces présentent une grande diversité de fonctions et de valeurs qu'il convient de préserver pour les bénéfices qu'ils apportent au territoire (économique et productif, paysager, écologique, culturel et identitaire).

Le PLU n'a pas vocation à définir une politique agricole ou de gestion forestière (qui relève d'autres organismes) ou d'affectation de terrains à l'agriculture ou à la foresterie. Il vise en revanche à clarifier la place accordée à l'économie agricole et forestière dans la stratégie globale et l'importance des différents espaces dans la structuration du paysage et dans les continuités écologiques.

Le PLU fixe des objectifs de protection et de pérennisation des espaces nécessaires à l'agriculture, à l'agro-foresterie, aux équilibres écologiques et aux paysages.

Les acteurs politiques peuvent s'appuyer sur les documents d'orientations tels que les plans régionaux pour fixer les objectifs du PLU. Ces documents sont présentés ci-dessous. Ils disposent également d'un certain nombre d'outils réglementaires pour fixer le degré de protection de ces espaces (zones agricoles protégées, article L.151-23 du code de l'urbanisme, espaces boisés classés...) et traduire concrètement les objectifs qu'ils se sont fixés.

### **A. Le Plan Régional d'Agriculture Durable (PRAD)**

#### **Textes de référence■**

- Loi du 27 juillet 2010 de Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche
- Code de l'urbanisme – article R.132-1
- Code rural et de la pêche maritime – article L.111-2-1

#### **Dispositions générales■**

Introduit par la loi de modernisation agricole et de la pêche du 27 juillet 2010, le Plan Régional de l'Agriculture Durable (PRAD) fixe les grandes orientations de la politique agricole, agro-alimentaire et agro-industrielle de l'État en régions. Il précise les actions qui feront l'objet prioritairement des interventions de l'État.

S'il n'a pas de caractère prescriptif sur les documents d'urbanisme, ses orientations, notamment en ce qui concerne la consommation de foncier devront de fait avoir été prises en considération.

## **Application locale ■**

Le PRAD Alsace a été approuvé par arrêté préfectoral du 14 décembre 2012. Il vise à répondre à l'échelle alsacienne aux défis alimentaires, environnementaux et territoriaux de l'agriculture pour les prochaines décennies.

Une des orientations du PRAD qui concerne plus particulièrement les documents d'urbanisme est **la préservation du foncier agricole**.

Il est consultable sur le site : <http://draaf.grand-est.agriculture.gouv.fr/Le-PRAD-alsacien>

## **B. La charte agriculture, urbanisme et territoire**

### **Textes de référence ■**

- Circulaire DGFAR/SDER/C2008-5006 du 14 février 2008 relative à l'organisation, au niveau départemental, d'une démarche partenariale sur l'agriculture, l'urbanisme et les territoires

### **Dispositions générales ■**

La volonté de préservation de l'espace et notamment des patrimoines naturels et agricoles s'est traduite par la signature, en juin 2013, d'une charte entre l'État et la Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin sur les principes de constructibilité en zone agricole. Les acteurs locaux et l'État s'engagent par l'adoption de cette charte à mettre en application les principes définis ensemble, à les expliquer et à les promouvoir auprès de tous les acteurs de terrain et porteurs de projets.

Les PLU ne devraient pas comporter de dispositions contraires à cette charte.

La charte est téléchargeable sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin : <http://www.bas-rhin.gouv.fr/Politiques-publiques/Agriculture-foret-et-developpement-rural/Foncier-agricole/Charte-de-constructibilite-en-zone-agricole>

## **C. La consultation de la Chambre d'Agriculture**

### **Textes de référence■**

- Code de l'urbanisme – article R.153-6
- Code rural et de la pêche maritime – article L.112-3

### **Dispositions générales■**

Le Plan Local d'Urbanisme ne peut être approuvé qu'après avis de la Chambre d'Agriculture lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles. Cet avis est rendu dans un délai **de trois mois** à compter de la saisine; en l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

A noter que la présence de la Chambre d'Agriculture en réunion des personnes publiques

associées ne dispense pas de la saisine au titre de la réduction des espaces agricoles.

La consultation est à transmettre à l'adresse suivante :

Chambre d'Agriculture de la Région Alsace – Service Gestion du Territoire  
Espace Européen de l'Entreprise  
2 rue de Rome  
CS 30022 SCHILTIGHEIM  
67013 STRASBOURG CEDEX

Site internet : <http://www.alsace.chambagri.fr/>

#### **D. La consultation de l'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO)**

##### **Textes de référence■**

- Code de l'urbanisme – article R.153-6
- Code rural et de la pêche maritime – article L.112-3

##### **Dispositions générales■**

L'Appellation d'Origine Contrôlée (AOC) est un signe français qui désigne un produit tirant son authenticité et sa typicité de son origine géographique. Elle est l'expression d'un lien intime entre le produit et son terroir.

L'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO) doit être consulté pour avis sur les projets d'aménagement et d'urbanisation concernant une zone d'appellation d'origine contrôlée. En particulier, le PLU ne peut être approuvé qu'après avis de l'INAO lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles ou forestiers dans les zones d'appellation d'origine contrôlée. Cet avis est rendu dans un délai trois mois à compter de la saisine; en l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Le site internet de l'INAO, dans sa rubrique "produits" permet d'obtenir une liste, par commune, des produits bénéficiant d'une appellation :

<http://www.inao.gouv.fr/public/home.php?pageFromIndex=TextesPagesIndep/contact.php~service=contact~labelphpmv=Contact~mnu=no>

##### **Application locale ■**

La commune de Heiligenberg est concernée par l'AOC Munster.

La consultation est à transmettre à l'adresse suivante :

**INAO – Unité Territoriale Nord-Est**  
**Site de Colmar**  
**12 avenue de la Foire aux Vins – BP 81233**  
**68012 COLMAR CEDEX**

## **E. La consultation de la CDPENAF en cas d'atteinte substantielle à une AOP**

### **Textes de référence■**

- Code rural et de la pêche maritime – article L112-1-1
- Décret n°2016-1886 du 26 décembre 2016 (articles D.112-1-23 et 24 du Code rural et de la pêche maritime)

### **Dispositions générales■**

Lorsqu'un projet d'élaboration, de modification ou de révision d'un plan local d'urbanisme, d'un document d'urbanisme en tenant lieu ou d'une carte communale a pour conséquence une réduction substantielle des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une appellation d'origine protégée ou une atteinte substantielle aux conditions de production de l'appellation, l'autorité compétente de l'État saisit la CDPENAF du projet. Celui-ci ne peut être adopté qu'après avis conforme de cette commission.

La réduction des surfaces affectées à des productions bénéficiant d'une AOP est considérée comme substantielle lorsqu'elle porte :

- soit sur plus de 1 % de l'aire géographique de l'AOP : l'évaluation est faite en prenant en compte les superficies soustraites à l'activité agricole par le projet de document d'urbanisme, par rapport à la surface totale de l'aire géographique ;
- soit sur plus de 2 % de l'aire de l'AOP comprise dans le périmètre d'une commune (ou de l'EPCI), en considérant lorsqu'elle est prévue par le cahier des charges, l'aire parcellaire délimitée. L'évaluation est faite en prenant en compte les superficies soustraites à l'activité agricole par le projet de document d'urbanisme, par rapport à la superficie de l'aire incluse dans la ou les commune(s).

Il appartient à l'INAO, en lien avec la DDT, de vérifier si les seuils du décret sont atteints, ou si l'atteinte substantielle aux conditions de production est avérée. Pour effectuer les calculs, il est nécessaire que l'INAO dispose des plans du document d'urbanisme en projet avec un délai suffisant pour qu'il puisse préparer la réunion de la CDPENAF.

## **F. Le Programme Régional de la Forêt et du Bois Grand Est (2018-2027)**

### **Textes de référence■**

- Loi N°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt
- Code forestier – article L.122-1, L.113-2
- Plan de développement de l'agroforesterie lancé le 17 décembre 2015
- Décret du 8 février 2017

### **Dispositions générales ■**

Les forêts de protection correspondent à des forêts placées sous un régime forestier spécial, prévu par l'article L.141-1 du code forestier. Il s'agit :

- des bois et forêts reconnus nécessaires au maintien des terres situées en montagne et sur les pentes, à la défense contre les avalanches, les érosions et les

envahissements des eaux et des sables ;

- les bois et forêts situés à la périphérie des grandes agglomérations et ceux dont le maintien s'impose pour des raisons écologiques ou pour le bien-être de la population.

La forêt de protection constitue une servitude d'utilité publique, qui doit être annexée au PLU, en application de l'article L.151-43 du code de l'urbanisme.

Le document d'urbanisme doit, en outre, respecter les dispositions des articles L.141-2, R.141-14, R.141-18 du code forestier qui interdisent notamment dans la forêt de protection :

- tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation du sol de nature à compromettre la conservation ou la protection des boisements ;
- tout défrichement, fouille, emprise d'infrastructure publique ou privée, tout exhaussement du sol ou dépôt ;
- le stationnement des caravanes et le camping en dehors des voies et aires prévues à cet effet et signalées au public.

### Application locale ■

La commune de Heiligenberg n'est ni identifiée comme zone à enjeux, ni comme zone à surveiller par le PRFB du Grand Est.

## **G. Le régime forestier**

### Textes de référence ■

- Code forestier – article L.211-1

### Dispositions générales ■

Le régime forestier représente l'ensemble des règles de préservation et de gestion durable définies par le code forestier applicable aux forêts appartenant à l'État, aux collectivités territoriales ou à des établissements publics et d'utilité publique.

Il représente un ensemble de garanties permettant de préserver durablement la forêt et constitue un véritable statut de protection du patrimoine forestier contre les aliénations, les défrichements, les dégradations, les surexploitations et les abus de jouissance. C'est aussi un régime de gestion, soucieux du renouvellement des ressources en bois, des autres produits et services fournis par les forêts, et de transmission aux générations futures de ces ressources.

Ces objectifs se matérialisent au travers de "l'aménagement forestier", mis en œuvre par l'Office National des Forêts (ONF).

### Application locale ■

La commune de Heiligenberg comporte au moins une forêt soumise au régime forestier, qui figure en **annexe 12**.

L'Office National des Forêts (ONF) recommande de respecter une distance minimale d'inconstructibilité d'au moins 30 mètres entre les constructions d'habitations et la forêt aussi bien dans l'intérêt des surfaces boisées que dans celui des habitations (ombre,



humidité, chute de feuilles...).

## **H. La consultation du centre national de la propriété forestière**

### **Textes de référence■**

- Code de l'urbanisme – article R.153-6
- Code rural et de la pêche maritime – article L.112-3

### **Dispositions générales■**

Le Plan Local d'Urbanisme ne peut être approuvé qu'après avis du Centre National de la Propriété Forestière lorsqu'il prévoit une réduction des espaces agricoles et forestiers. Cet avis est rendu dans un délai de trois mois à compter de la saisine ; en l'absence de réponse, l'avis est réputé favorable.

La consultation est à transmettre à l'antenne locale :

Centre Régional de la Propriété Forestière Lorraine-Alsace – Antenne du Bas-Rhin  
Maison de l'Agriculture  
2 rue de Rome  
67300 SCHILTIGHEIM

Site internet : <http://www.crpfr.fr/new/Bienvenue.htm>

## X. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET INFORMATIONS

### A. Les servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique (SUP) constituent des limitations administratives au droit de propriété instituées au bénéfice de personnes publiques (État, collectivités locales, établissements publics, concessionnaires de services ou travaux publics). Elles imposent soit des restrictions à l'usage du sol par l'interdiction et (ou) la limitation du droit à construire, soit des obligations de travaux aux propriétaires par l'installation de certains ouvrages, entretien ou réparation.

#### Textes de référence ■

- Code de l'urbanisme – articles L.151-43, R.151-51, A.126-1

#### Dispositions générales ■

Les plans locaux d'urbanisme doivent comporter en annexe les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et qui figurent sur une liste dressée par décret en Conseil d'État.

Lors de l'établissement du plan local d'urbanisme, il convient de connaître les limitations ou servitudes en vigueur sur le territoire de la commune afin de ne pas fixer, dans le PLU, des dispositions contradictoires avec les restrictions desdites servitudes.

Après approbation du PLU, une mise à jour du plan local d'urbanisme sera réalisée, par arrêté du maire, chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes (servitudes et autres), conformément à l'article R.153-18 du code de l'urbanisme.

#### Application locale ■

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol de Heiligenberg sont répertoriées dans la liste jointe en **annexe 13**, selon les catégories figurant sur la liste annexée à l'article R.151-1 du Code de l'urbanisme.

La représentation graphique des différentes servitudes d'utilité est fixée par l'article A.126-1 du même code. En **annexes 14A** figure une cartographie indicative pouvant servir de base pour l'établissement de l'annexe « SUP » du PLU. La DDT ne disposant pas du tracé de la servitude I1 gérée par R-GDS, l'**annexe 14B** présente l'arrêté et la carte correspondants.

Il est attendu que les SUP soient représentées sur un seul et même document.  
Ce document doit comprendre :

- un titre explicite, par exemple « Plan des Servitudes d'Utilité Publique de... »
- une représentation cartographique de tous les éléments
- une légende exhaustive de toutes les informations représentées

- la date de réalisation et la date de création des couches utilisées pour représenter les SUP
- une échelle graphique et/ou numérique
- une flèche d'orientation
- la date d'approbation et le cachet de l'autorité approbatrice

Les SUP peuvent éventuellement être représentées sur différents documents, à condition que des mentions explicites renvoient les documents les uns aux autres.

## **B. Géoportail de l'urbanisme**

### **B.1. Libre accès des documents d'urbanisme sur internet**

#### **Textes de référence ■**

- Ordonnance du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité publique reprenant la directive européenne INSPIRE
- Code de l'urbanisme – articles L.133-1 à L.133-5 ; article R153-22

#### **Dispositions générales ■**

Afin de permettre un accès facile, permanent et rapide aux documents d'urbanisme, le [Géoportail de l'urbanisme](#) (GPU) permet au grand public de consulter les documents d'urbanisme et les servitudes d'utilité publique. Les documents d'urbanisme sont rendus disponibles et consultables au format mis en place par la CNIG (Conseil National d'Information Géographique). Le site couvre l'ensemble du territoire national. Il ne doit pas être confondu avec le Géoportail classique de l'IGN.

Les communes, communautés de communes compétentes et syndicats de SCOT transmettent à l'État, sous forme électronique au format CNIG, les documents d'urbanisme et leurs évolutions (élaborations, révisions, modifications...) au fur et à mesure de leur approbation.

Les délibérations de prescription mentionnées à l'article R.153-20 code de l'urbanisme doivent aussi être publiées sur le Géoportail de l'urbanisme. Les collectivités peuvent ajouter ces documents dans leur « page de territoires » du GPU.

La publication sur le Géoportail de l'urbanisme est obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 (art. R153-22 du code de l'urbanisme).

#### **a) Passation des marchés dans le cadre de l'élaboration / révision des PLU :**

Si elle est prévue dès la consultation des bureaux d'études, la numérisation au standard CNIG ne génère aucun surcoût. À cet égard, les collectivités doivent veiller à ce que l'ensemble de ces obligations soit prises en compte dans le cahier des charges du bureau d'études en vue de la publication des documents. Ce cahier de charges doit notamment prévoir que, lorsque le prestataire devra fournir à la collectivité le rapport de conformité (positif) édité par l'outil de validation de donnée du Géoportail, en vue de s'assurer de la conformité au standard CNIG des pièces du PLU approuvé.

Le dernier standard CNIG à rendre contractuel dans le marché passé avec le prestataire, est disponible à l'adresse suivante :

[https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/image/231220\\_standard\\_cnig\\_plu\\_v2024-01.pdf](https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/image/231220_standard_cnig_plu_v2024-01.pdf)

Vous trouverez un cahier de charges de numérisation, page 61.

#### **b) Publication du document d'urbanisme sur le Géoportail :**

La commune (ou la communauté de communes si elle a la compétence nécessaire) dispose d'un compte d'autorité compétente, activé par la DDT, pour publier son document sur le GPU. Les prestataires et délégataires, peuvent tester la validité du document sur le site.

En revanche, seule la commune a autorité pour acter la publication de son document sur le Géoportail, afin de le rendre visible au public.

### **B.2. Entrée en vigueur du PLU**

#### **Textes de référence ■**

- Ordonnance n°2021-1310 du 7 octobre 2021
- Code de l'urbanisme – articles L.133-1 à L.133-5; articles L.153-23 et R.153-22

Selon la nouvelle version de l'article L.153-23 du code de l'urbanisme, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023, par dérogation à l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales, le PLU approuvé sera exécutoire après l'accomplissement des formalités suivantes :

Le PLU(i) et la délibération qui l'approuve devront être publiés sur le Géoportail de l'urbanisme.

Sous réserve qu'il ait été procédé à cette publication, le PLU deviendra exécutoire dès sa transmission à l'autorité administrative compétente de l'État (préfet).

La plus tardive des deux dates déterminera le caractère exécutoire de l'acte.

Si la publication électronique est empêchée pour des raisons liées au fonctionnement du GPU ou à des difficultés techniques avérées, les documents d'urbanisme peuvent être rendus publics dans les conditions du droit commun (prévues au III ou au IV de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales).

La collectivité informe le préfet par courrier des difficultés rencontrées. Elle doit afficher son document d'urbanisme sur le site de la commune et informer de cet affichage, comme évoqué précédemment. Elle a un délai de 6 mois pour publier son document d'urbanisme sur le GPU, à compter de la date à laquelle son document d'urbanisme est devenu exécutoire.

### **B.3. Interface GPU - @CTES**

#### **Textes de référence ■**

- Arrêté du 24 février 2023

Le « géoportail de l'urbanisme » GPU, a été liaisonné avec l'application @ctes, À partir du 1<sup>er</sup> mars 2023 la collectivité peut utiliser cette interface pour télétransmettre le document d'urbanisme approuvé au titre du contrôle de légalité, en même temps que la publication sur le GPU.<sup>1</sup>

L'utilisation de cette interface est facultative, mais elle est conseillée car, constitue une réelle facilitation puisqu'en une seule opération la collectivité peut effectuer la publication sur le GPU et la télétransmission au contrôle de légalité.

Les procédures de transmission déjà existantes restent toujours possibles :

- transmission directement par @ctes.
- transmission papier de la délibération d'approbation accompagnée du dossier de PLU, en sous-préfecture, en 1 exemplaire.

Les conditions d'utilisation de l'interface :

La collectivité peut recourir à l'interface sans avoir conclu une convention de télétransmission avec la Préfecture.

Si la collectivité n'est pas un émetteur activé dans l'application @ctes, une intervention préalable de la Préfecture dans l'application sera nécessaire pour que la télétransmission puisse être réalisée avec succès. Contact : [pref-actes@bas-rhin.gouv.fr](mailto:pref-actes@bas-rhin.gouv.fr)

En **annexe 15** se trouve une notice explicative sur l'interface GPU - @CTES.

---

<sup>1</sup>Arrêté interministériel du 24 février 2023 qualifiant l'interface GPU - @ctes de dispositif de télétransmission dispensé de l'homologation prévue à l'article R 2131-2-A du code général des collectivités territoriales est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2023